




- 
- › Le soutien à la petite pêche côtière
 - › Le défi de la relève
 - › Les GALPA, l'innovation locale et la prise de risques
 - › La coopération démarre dans les zones de pêche
 - › Reportages en Espagne, Suède et Allemagne



Sommaire

Photos (pages) :

DIOMEDIA / Image Source RF (1), Commission européenne (3), Lorena van de Kolk (4, 6), Xaime Ramallal (5), Diego Calvo (5), Jean-Luc Janot (6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 17, 19, 22, 24, 25, 26, 27, 28, 29), Erika Larsson (9), Leader Mittland Plus (10), GAC Oeste (13, 14), GALPA Cornouaille (13, 15), East Finland FLAG (13), ESKO FLAG (16, 18), Stockholm Archipelago FLAG (20), Margalaica (21), Tourismuszentrum Oberpfalz (23), ARGE Fisch e.V. (24, 25, 26)

Couverture : Jeunes pêcheurs sur un lac à saumon en Écosse (Royaume-Uni).

Journalistes :

Jean-Luc Janot, Eamon O'Hara.

Ont également participé à ce numéro :

Pedro Brosej, Urszula Budzich-Tabor, Shane Heneghan, Sabine Kariger, Marguerite Korenblit, Lorena van de Kolk, Monica Veronesi Burch, Gilles van de Walle.

Production :

DevNet EEIG (AEIDL/Grupo Alba) / Kaligram.

Contact :

FARNET Magazine, Cellule d'appui FARNET
Rue de la Loi 38, boîte 2
B-1040 Bruxelles
+32 2 613 26 50
info@farnet.eu – www.farnet.eu

FARNET Magazine est publié par la Direction générale des Affaires maritimes et de la Pêche de la Commission européenne. Il est distribué gratuitement sur simple demande.

FARNET Magazine est publié une fois par an. Ce numéro est disponible en français, allemand, anglais, espagnol et italien.

Éditeur responsable : Commission européenne, Direction générale des Affaires maritimes et de la Pêche.

Clause de non-responsabilité : Bien que la Direction générale des Affaires maritimes et de la Pêche soit responsable de la réalisation générale de ce magazine, elle n'est pas responsable de l'exactitude des données, du contenu ou des opinions exprimées dans les différents articles.

La Commission n'a, sauf mention contraire, ni adopté ni approuvé, de quelque manière que ce soit, les positions exprimées dans cette publication. Aucune déclaration ne peut être interprétée comme étant le reflet des opinions de la Direction générale des Affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne.

La Commission européenne ne garantit pas l'exactitude des données mentionnées dans la présente publication. La Commission européenne ou toute personne agissant en son nom décline toute responsabilité pour tout usage qui peut en être fait.

© Union européenne, 2017.

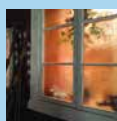
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Imprimé en Belgique sur papier recyclé.



Mariña-Ortegal (Galice, Espagne) : Groupe expérimenté échange savoir-faire 4

Sur la côte nord de la Galice, le GALPA Mariña-Ortegal soutient depuis 2009 le lancement ou la consolidation de nombreuses petites entreprises liées à la pêche. Avec une préoccupation transversale constante : favoriser et entretenir les synergies entre les projets, du niveau local au niveau européen à travers la coopération et une participation active au réseau FARNET.



De la lumière à chaque fenêtre (Västernorrland, Suède) 9

Intervenant dans un territoire rural et côtier à faible densité de population, le groupe d'action locale Leader Mittland Plus cherche à inclure les jeunes, les femmes, les personnes âgées et les réfugiés dans le processus de développement.



Soutien à l'innovation locale et à la prise de risques : trois groupes, trois contextes 13

Interview croisée avec Rogério Cação (Portugal), Pauline Chaloux (France) et Pekka Sahama (Finlande).



Le défi de la relève 16

De la Baltique à l'Atlantique et à la Méditerranée, un défi commun à tous les GALPA à travers l'Europe est le vieillissement de la main d'œuvre et la difficulté d'attirer la jeune génération dans le secteur de la pêche.



La coopération démarre dans les zones de pêche 20

Le secteur de la pêche est au cœur de ces trois premiers projets de coopération DLAL.



Reportage : Au pays des 4 000 étangs 23

Tirschenreuth, au nord-est de la Bavière, compte quelque 4 700 étangs sur lesquels travaillent une soixantaine d'aquaculteurs. L'identité du territoire et la stratégie locale de développement reposent sur l'aquaculture et la carpe.



Le soutien des GALPA à la petite pêche côtière 27

La petite pêche côtière représente la majorité des emplois et des bateaux du secteur de la pêche en Europe. Historiquement, cette activité a toujours eu des difficultés à mobiliser les financements disponibles, y compris ceux des fonds européens pour la pêche.



Éditorial

« Nous sommes allés plus vite que durant la période précédente et les premiers signes sur le terrain montrent aussi que nous allons faire mieux »

Maturité et expérience sont les deux mots qui viennent à l'esprit en lisant les reportages sur les trois groupes d'action locale pêche aquaculture (GALPA) présentés dans cette édition de *FARNET Magazine*. L'incroyable diversité et la richesse des projets soutenus à travers ces différents territoires sont l'illustration des progrès réalisés par les zones de pêche et d'aquaculture ces dernières années. Qui aurait pu imaginer il y a seulement quelques années qu'il y aurait une ferme de corail en Galice ou que l'élevage de la carpe redeviendrait à la mode ?

C'est grâce à l'expérience acquise au cours de ces dernières années dans les zones de pêche et d'aquaculture, et l'attitude et l'engagement des animateurs de GALPA ont été la clef de ce succès. Il était donc intéressant de demander à certains d'entre eux leur recette pour susciter encore plus d'innovation sur le terrain.

Ces reportages démontrent aussi la souplesse des GALPA comme moyen d'adapter le soutien européen aux besoins et au potentiel de chaque territoire local. Ils nous emmènent depuis l'une des plus importantes régions de pêche d'Europe, la Galice, jusqu'au nord de la Suède où le GAL(PA) Mittland Plus a rassemblé ses communautés rurales et de pêche dans une vision commune de leur développement local. Le voyage s'achève au cœur de l'Europe dans une zone connue pour sa tradition multi-centenaire d'aquaculture : Tirschenreuth, au nord-est de la Bavière.

Ce numéro de *FARNET Magazine* présente non seulement la capacité des GALPA à s'adapter à une grande variété de territoires mais aussi à toucher des publics qui sont au cœur des défis à relever par les zones de pêche et d'aquaculture. Une étude réalisée sur le soutien des GALPA à la petite pêche côtière confirme leur rôle central dans l'appui à ce segment spécifique de la flotte. De plus, les GALPA s'emploient activement à encourager la relève générationnelle à travers différentes initiatives aux quatre coins de l'Europe.

Enfin et surtout, on voit aussi les femmes jouer un rôle significatif dans la vie de nombreux GALPA, comme le montrent le projet de conserverie artisanale monté par trois chômeuses espagnoles ou la formation en gestion de l'eau destinée spécifiquement aux femmes en Suède. C'est également une femme qui est derrière le projet artistique novateur autour la carpe pour rajeunir l'image et la communication du territoire bavarois de Tirschenreuth, dont le GALPA accueillera bientôt le séminaire FARNET sur l'aquaculture.

L'émergence des premiers projets de coopération présentés dans ce numéro nous rappelle aussi que, même si l'action locale est indispensable pour répondre aux besoins locaux, elle ne peut se réaliser sans liens avec l'innovation en cours ailleurs en Europe. L'action locale doit être renforcée par le transfert d'expérience et la coopération concrète au niveau régional, national et transnational.

2017 marque la fin du processus de sélection des GALPA et se situe à mi-parcours de leur période de mise en œuvre. On voit que nous sommes allés plus vite que durant la période programmation précédente et les premiers signes sur le terrain montrent aussi que nous allons faire mieux. C'est donc le moment de se mobiliser et de contribuer à améliorer le DLAL en zones de pêche pour garantir la prospérité des territoires de pêche et d'aquaculture en 2020.

Veronika Veits,

Directrice, Unité D/3 –

PCP et appui structurel, développement et coordination des politiques

Un an dans la vie d'un GALPA

MARIÑA-ORTEGAL [GALICE, ESPAGNE]

Groupe expérimenté échange savoir-faire

Intervenant sur la côte nord de la Galice, le groupe d'action locale pêche aquaculture Mariña-Ortegal soutient depuis 2009 le lancement ou la consolidation de nombreuses petites entreprises liées à la pêche. Avec une préoccupation transversale constante : favoriser et entretenir les synergies entre les projets, du niveau local au niveau européen à travers la coopération et une participation active au réseau FARNET.

« Il faut croire que présider un GALPA n'est pas chose aisée puisqu'il faut aussi être président de beaucoup d'autres choses ! », plaisante Basilio Otero, président du groupe d'action locale pêche Mariña-Ortegal, en référence à ses autres mandats (il préside la *Cofradía* de Burela, la Fédération des pêcheurs de la province de Lugo et la Confédération des *cofradías* d'Espagne). Les murs de son bureau sont tapissés d'affiches représentant les multiples dimensions du secteur de la pêche locale et montrant plusieurs des nombreux projets que le GALPA accompagne depuis le lancement de l'Axe 4 du Fonds européen pour la pêche (FEP) en 2009.

« Je crois beaucoup à la communication car il est important de transmettre ce qu'on fait. Nous avons fait réaliser beaucoup de matériel promotionnel, en particulier pour les écoles car le défi numéro 1 de notre secteur de la pêche, c'est la relève. Et il faut sensibiliser tous azimuts. Par exemple, cette brochure-ci que l'on trouve maintenant dans tous les

restaurants du territoire est importante car elle explique au client tout le travail effectué en amont du produit qu'il mange, du filet à son assiette. Maintenant, on commence à récolter les fruits de notre intense travail d'animation et ce qui me réjouit le plus, c'est que tout le monde au sein du GALPA a compris que le développement local passait par les démarches collectives et solidaires. Nous travaillons vraiment tous ensemble ».

Le GALPA Mariña-Ortegal compte 50 membres. Ils représentent la pêche, les 13 municipalités du territoire, plusieurs associations et fondations (culturelles, environnementales, de l'économie sociale...) ainsi que le secteur privé (entreprises et groupements professionnels).

« Notre stratégie 2014-2020 est la plus participative possible », souligne Mar López-Leitón Ramos, coordinatrice du GALPA. « Pour lancer le DLAL pêche, nous avons organisé six réunions d'information publiques et nous avons multiplié les rencontres individuelles avec les acteurs, notamment les conseillers municipaux chargés de l'emploi, ce qui a eu un grand effet d'entraînement. Et puis le bouche à oreille fonctionne. À présent, le GALPA est considéré comme un intervenant essentiel dans tout le territoire. »



▲ Tri des coquillages.

« Ici, l'Axe 4 du FEP et le DLAL pêche constituent la seule source de financement accessible aux petites entreprises », confirme Alberto Santos dont l'entreprise de construction navale a pu installer un nouvel atelier et créer six emplois supplémentaires dans le port de Burela grâce à un cofinancement de 140 000 euros de l'Axe 4 du FEP.

Le budget du GALPA, qui s'élevait à environ 3,7 millions d'euros en 2007-2013, a doublé pour la période 2014-2020, atteignant 7,62 millions, soit le 2^e plus important budget DLAL pêche en Galice. 60 projets avaient été soutenus au cours de la première période et, pour la programmation actuelle, deux appels à projets ont déjà eu

1 En Espagne, les *cofradías* de pêcheurs sont des structures de droit public qui exercent leurs activités dans un secteur territorial exclusif et représentent les intérêts de l'ensemble du secteur de la pêche.



▲ Vanesa Rodríguez produit une centaine d'espèces de corail.



▲ Employées d'ASPRMOR réparant des conteneurs en plastique utilisés dans les criées.

lieu : le premier, en juillet 2016, a permis de sélectionner 18 projets dont 17 sont d'ores et déjà réalisés. Le deuxième, lancé en mars 2017, en a sélectionné 31 sur les 38 présentés. « En gros ces projets peuvent se diviser en deux catégories », résume Mar : « les projets productifs individuels qui ont comme priorité l'emploi des femmes et des jeunes, et les projets collectifs qui bénéficient avant tout aux associations. »

Dans le registre de l'entreprise sociale, le GALPA Mariña Ortegal soutient un projet innovant porté par ASPROMOR, une association locale d'aide par le travail employant des handicapés et quelques chômeurs de longue durée. À travers ce projet, l'entreprise a étendu ses activi-

tés à la réparation des bacs en plastique utilisés par les criées. C'est pour celles-ci un avantage économique (ne pas devoir racheter des bacs représente une économie de 65 %) et un grand plus en termes de réduction des déchets. 12 personnes en grande difficulté sur le marché du travail ont suivi la formation à la réparation de produits en plastique, et 8 sont maintenant employés chez ASPROMOR, qui envisage d'organiser une collecte des bacs et poubelles afin d'augmenter la valeur ajoutée de ce nouveau service. Le DLAL pêche a financé 75 % de l'investissement nécessaire (26 785 euros).

Des femmes se professionnalisent

Derrière sa magnifique maison de style « indiano »², Vanesa Rodríguez a installé un bâtiment préfabriqué abritant 19 grands aquariums où s'épanouissent une centaine d'espèces de coraux. Un bonheur pour les yeux ! Créée en 2013 avec l'aide de l'Axe 4 du FEP (60 000 euros sur un investissement de 200 000 euros), la « Reef Water Coral Farm » est unique en Europe. « Il existe quatre ou cinq importateurs, mais ils ne cultivent pas les coraux, je suis la seule à le faire », affirme Vanesa, qui a décidé un jour de professionnaliser son passe-temps : « collectionner les coraux a toujours été mon hobby, mais c'était difficile de trouver certaines variétés. Alors, je me suis dit que je pourrais les produire moi-même... Je m'apprête maintenant à vivre un moment historique : dans quinze jours, je quitte mon emploi de vendeuse car je vais enfin pouvoir vivre entièrement des coraux. »



² On appelle *Indiano* l'émigré espagnol qui a fait fortune en Amérique du Sud. À leur retour, ces *Indianos* se faisaient souvent construire une somptueuse demeure de style colonial dans leur localité d'origine. Les *rutas de las casas de Indianos* (routes des maisons d'Indianos) sont devenues une attraction touristique dans plusieurs régions d'Espagne.



▲ Nuria Carreño Crispín, une des fondatrices de Conservas Artesanas Curricán S.L.



▲ Plusieurs produits Curricán portent le logo FARNET.

Coopération à tous les étages

L'une des spécificités remarquables du groupe Mariña-Ortegal est l'intensité de son engagement dans des démarches de coopération à tous les niveaux :

- > **Au niveau local :** une quinzaine de projets soutenus par l'Axe 4 du FEP ou le DLAL pêche sont mis en réseau et mobilisés dans le cadre d'un programme d'activités scolaires (« Mares de Cultura ») financé par le GALPA comprenant des visites de criées, de poissonneries et de parcs conchylicoles, des activités ludiques et sportives liées à la mer et la pêche... Une vingtaine d'activités différentes sont proposées. Par ailleurs, le GALPA organise des journées de nettoyage des plages.
- > **Au niveau régional :** Mariña-Ortegal fait partie des six GALPA galiciens coopérant au sein du projet « Mar Galaica » visant à promouvoir le tourisme et le patrimoine marins. Visite le 5 mai 2017 du GALPA Golfo Ártabro Norte.
- > **Au niveau national :** participation au Réseau des GALPA espagnols.
- > **Au niveau transnational :** coopération entre les GALPA Costa da Morte (Galice, Espagne), Levante Almeriense, Noroeste de Cádiz, Cádiz Estrecho (Andalousie, Espagne) et Brest (Bretagne, France) sur les questions de fonctionnement du groupe d'action locale, d'administration et de sélection de projets.
- > **Au niveau européen :** le GALPA Mariña-Ortegal a participé à tous les événements (séminaires et conférences) FARNET sauf un. Deux projets soutenus par le GALPA ont été présentés au réseau (les Conserveries artisanales Curricán, lauréates du concours de projets à la Conférence FARNET « Cap vers 2020 » en mars 2015 à Bruxelles ; l'entreprise associative d'économie sociale ASPROMOR qui a servi d'étude cas au séminaire FARNET sur l'inclusion sociale dans les zones de pêche organisé à Jūrmala, Lettonie, en mars 2017).

Comme pour beaucoup d'activités commerciales, il faut compter cinq ans pour atteindre la rentabilité. Avec les coraux, c'est encore plus difficile car il faut un an et demi rien que pour amorcer la culture. Comme le dit toujours le biologiste de Madrid qui me conseille : 'si c'était facile de cultiver du corail, tout le monde le ferait'. Un corail se vend entre 15 et 400 euros pièce. L'essentiel de la production est commercialisé en ligne et Vanesa vient même de lancer un nouveau produit : un savon au corail qui serait bénéfique contre les maladies de la peau. « C'est une façon aussi de valoriser les déchets qui adviennent quand on taille le corail. Notre premier savon est sorti il y a trois semaines. Grâce à l'accord conclu avec une savonnerie, on pense pouvoir en produire 600 par mois. » Mar López-Leitón Ramos justifie l'intervention du GALPA dans ce projet : « c'est une entreprise extrêmement innovante qui a d'ores et déjà créé deux emplois pour des femmes. » L'activité de Vanesa a également une grande valeur pédagogique : chaque mois, quatre groupes scolaires viennent visiter sa « ferme ».

En Galice, la mise en bocaux de poisson et de fruits de mer pour les conserver est une pratique courante dans les familles. En 2012, trois femmes sans emploi ont décidé de créer leur entreprise en misant sur cette tradition. « La possibilité d'une aide financière et technique du GALPA a été le déclic », raconte Nuria Carreño Crispín, l'une des porteuses du projet. Une aide de 36 000 euros leur a permis d'aménager un bâtiment et de l'équiper pour préparer et mettre en bocaux thon, poulpe, calamar et



▲ Carmela López, poissonnière.



▲ María José Ríos fait du chocolat fourré aux algues.



▲ María Begoña Fraguela utilise les marées pénétrant sous son bâtiment pour élever des crustacés.

autres produits de la pêche locale. Cinq ans plus tard, la société Conservas Artesanas Curricán traite annuellement 10 tonnes de poisson déclinées en une dizaine de produits différents vendus dans les épicerie fines de toute la Galice mais aussi à Madrid, Barcelone, Bilbao et jusqu'en Andalousie. Un détail symbolique : le projet a remporté un prix lors de la grande conférence FARNET de Bruxelles en mars 2015. Reconnaisantes envers le réseau, les trois partenaires de Curricán ont imprimé le logo FARNET sur l'emballage de tous leurs produits.

Même parcours pour Carmela López, qui a ouvert en 2013 une poissonnerie au look branché sur le port de Burela. «J'étais au chômage après avoir été licenciée par la grande entreprise de mareyage où je travaillais. Je trouvais absurde que les prises de la pêche locale soient commercialisées à vil prix et sans réelle préoccupation pour la qualité. J'ai appris l'existence du GALPA dans la presse et suis allée trouver Mar, qui m'a beaucoup aidée dans tout le processus de création de l'entreprise.» L'Axe 4 du FEP a fourni 38 000 des 91 000 euros de l'investissement nécessaire. Cette aide a plus particulièrement porté sur l'achat de l'équipement requis pour le second volet de l'activité de Carmela : la préparation de plats de poisson pour des écoles et des foyers pour personnes âgées. «Le magasin représente 60 % et la restauration collective 40 % de mon chiffre d'affaires», nous a précisé Carmela qui s'apprêtait à recevoir la visite de trois écoles des Asturies intéressées par la formule. L'entreprise a créé 4 emplois. À Ribadeo, à la frontière des Asturies,

María José Ríos a quant à elle professionnalisé son savoir-faire... dans la chocolaterie. La boutique qu'elle vient tout juste d'ouvrir propose de délicieuses variétés de chocolat dont une fourrée aux algues, innovation qui a justifié un financement du DLAL pêche de 58 000 euros pour équiper un nouvel atelier. «Je caressais l'idée depuis longtemps, le produit était au point, et c'est en assistant à une réunion du GALPA sur la stratégie et les projets qui étaient éligibles que j'ai décidé de me lancer.» Ce chocolat aux algues a permis de créer deux emplois pour des femmes.

Jeunes entrepreneurs

Dans une région où leur taux de chômage atteint 40,3 %³, l'emploi des jeunes est aussi la grande priorité de la stratégie du GALPA.

María Begoña Fraguela, auparavant demandeuse d'emploi, s'est lancée dans l'élevage de crustacés en 2013 après avoir rénové de fond en comble l'ancien vivier du port de Cariño, construit en 1931 mais en ruines depuis 1985. L'infrastructure est tout à fait originale : en fonction des marées, la mer pénètre plus ou moins profondément sous le bâtiment construit sur pilotis, permettant ainsi d'élever des crustacés de façon complètement naturelle. L'Axe 4 du FEP a financé 60 % des 62 000 euros nécessaires à la remise en état de la structure. María Begoña produit ainsi homards, crabes géants, étrilles et langoustes. «Nous en achetons certains à la criée mais en élevons beaucoup dès la naissance. Nous les gardons

ici en fonction des fluctuations du prix et de la demande. On vend aux particuliers, aux restaurants, localement mais aussi dans les grandes villes. Notre chiffre d'affaires est en constante augmentation.»

«Notre industrie, c'est notre territoire», proclame Alberto González, maire de Valdoviño (6 500 hab.). Ici, la municipalité est en train d'aménager un musée du surf qui ouvrira en août 2017. «Je voudrais en profiter pour complimenter l'action du GALPA et l'engagement sans faille de sa coordinatrice. C'est la première fois que la municipalité présentait un projet DLAL, la réponse du GALPA a été très rapide et on a été remarquablement accompagnés.»

Le territoire de Valdoviño comprend Pantín, «l'une des trois meilleures plages à surf d'Espagne», souligne Jacobo Suárez qui a créé en 2016 la société Sinaliza, spécialisée dans la signalétique respectueuse de l'environnement grâce à une aide du DLAL pêche de 20 000 euros. «Le surf, qui peut se pratiquer ici toute l'année sur 7 plages, est un atout majeur pour l'économie du territoire et un gisement d'emplois pour les jeunes. Ici, il représente 40 emplois directs.»



3 Eurostat : «Le chômage dans les régions de l'UE en 2016», 27 avril 2017.

Le GALPA soutient donc plusieurs projets liés au surf. Pour pouvoir rester à Valdoviño, Agustín González a créé son propre emploi en ouvrant en 2015 «Surf & Breakfast»: «*Ici, pour pouvoir vivre, il n'y a que deux options : créer son emploi ou partir. Ce type d'hébergement de type auberge pour surfeurs n'existait pas dans les environs. J'ai donc déposé un projet au GALPA.*» L'Axe 4 du FEP a pris en charge trois quarts des 132 000 euros nécessaires à la reconversion et à l'équipement de la grosse villa qu'Agustín loue pour exercer son activité. Le même type de projet, mais pour une clientèle scolaire, est soutenu à Foz, plus à l'est sur la côte. Autour du surf s'ajoutent des séjours linguistiques et des activités sportives et culturelles liées à la pêche et au milieu marin. Dont coût (287 000 euros) cofinancé par l'Axe 4 (150 000 euros).

Dans la même localité, des moniteurs du club nautique ont créé en 2014 l'entreprise Maremasma dans le but de diversifier et désaisonnaliser leur activité. La recette ? Fabriquer des planches de surf et, en hiver, organiser des tours guidés axés sur l'environnement, la pêche et le milieu marin pour les écoles. «*Ces deux volets – fabrication et sensibilisation – nous ont convaincus*

de la pertinence du projet», précise López-Leitón Ramos. Le GALPA a accordé 85 000 euros sur les 187 000 investis. «*Sans cette aide, rien n'aurait été possible*», insiste Ana de Lara qui travaille pour Maremasma à plein temps. Quatre emplois à l'année et jusqu'à 12 en été sont désormais assurés.



▲ Iván García a créé son entreprise de sports et loisirs.

Même son de cloche dans la bouche d'Iván García qui a lancé son entreprise de sports, loisirs et événementiel en 2007. «*Je travaille avec les municipalités, les hôtels et les particuliers, mais j'avais besoin de diversifier mon offre, de fidéliser ma clientèle et de m'ouvrir vraiment à la mer.*» Une subvention DLAL pêche de 55 000 euros (50 % de l'investissement total) a notamment permis à l'entreprise IG10 de proposer des

ateliers ludiques pour enfants et d'acheter 12 vélos électriques et hybrides, ainsi qu'un simulateur de surf innovant grâce auquel on peut s'initier ou perfectionner sa technique en salle. Deux emplois à temps plein ont pu être maintenus dans l'entreprise. Iván a également mis au point une application pour smartphone qui donne accès à 5 itinéraires de randonnée ou de VTT autour de Burela signalant différents points d'intérêt, dont la pêche.

Partage FARNET

Jeunes entreprises, petites infrastructures... Une fois opérationnels, les différents projets et entreprises dont on vient de parler ne fonctionnent pas en vase clos. Un programme de 23 activités scolaires financé par Mariña-Ortegal implique 15 porteurs de projet différents (voir encadré page 6) qui se retrouvent donc parties prenantes d'une sorte de réseau local. Et à un niveau beaucoup plus vaste, c'est un peu la même démarche qui se prolonge : à eux deux, le président et la coordinatrice du GALPA ont par exemple participé à quasiment tous les séminaires et conférences FARNET organisés depuis 2009.

«*Je trouve qu'il n'y a pas assez de séminaires FARNET car on y apprend beaucoup*», affirme Basilio Otero. «*Au-delà des enseignements techniques, on peut échanger avec des GALPA de toute l'Europe, voir ce qu'ils font et comment ils fonctionnent. Les séminaires FARNET et la coopération que nous pratiquons aux niveaux local et régional se complètent : FARNET, ce sont des thèmes généraux qui permettent d'aborder beaucoup de petits sujets. Nos autres coopérations se concentrent le plus souvent sur un défi ou un projet particulier. C'est un peu comme la macro et la microéconomie.*»

Selon Basilio, le grand défi des événements FARNET est à présent de maintenir l'intérêt tant pour les anciens que pour les nouveaux GALPA : «*À cet égard, si je peux faire une proposition, un séminaire sur des techniques pouvant faciliter le transfert de l'expérience des groupes plus expérimentés vers les nouveaux groupes serait très utile.*» ■

MARIÑA-ORTEGAL (Espagne)			
<p>Superficie : 1 155 km²</p> <p>Population : 83 838 habitants</p> <p>Densité : 72,6 habitants/km²</p>			
Budget FEAMP	EUR		
	EU	Régional	Total
Total	6 476 736	1 142 953	7 619 689
<p>CONTACT Grupo de Acción Local do Sector Pesqueiro A Mariña-Ortegal a/s María del Mar López-Leitón Ramos Rúa Praia, 1-2º Celeiro E-27863, Viveiro (Lugo) Tél.: +34 982 56 33 55 / +34 606 56 85 06 gac1@accioncosteira.es http://www.accioncosteira.es/</p>			

Reportage

DÉVELOPPEMENT LOCAL INCLUSIF DANS LE CENTRE-EST SUÉDOIS

De la lumière à chaque fenêtre

Intervenant dans un territoire rural et côtier à faible densité de population, le groupe d'action locale Leader Mittland Plus met en œuvre une stratégie qui vise à inclure dans le développement les jeunes, les femmes, les personnes âgées et les réfugiés.

« Vous voyez, là, vous faites le travail avec moi. » Muni de sa tablette, Erik Spade, biologiste pour la commune d'Örnsköldsvik, inspecte et nous fait observer l'état d'un énorme ponceau permettant à une rivière – et donc à ses poissons – de passer sous une route forestière. Dans son ordinateur, Erik dispose de la localisation et de la description de toutes les infrastructures artificielles du bassin du fleuve Moälven, un territoire couvrant pas moins de 2 300 km². Mais ces infrastructures n'ont plus été inspectées depuis des années, les données dont dispose Erik sont anciennes et ne correspondent plus toujours à la réalité. Faire l'inventaire précis et évaluer l'état de ces infrastructures fait partie du tout premier projet DLAL pêche du groupe Leader Mittland Plus : « Le projet a trois volets », explique Erik : « évaluer l'état de quelque 150 structures artificielles pouvant empêcher la migration des saumons et des truites qui sont en train de revenir après des années de quasi-disparition, créer des frayères pour les poissons et sensibiliser la population locale, en particulier les propriétaires riverains des cours d'eau, à une meilleure gestion de l'eau et des stocks dans cet environnement soumis à l'exploitation forestière intensive. »

Pour mettre en œuvre le projet, Erik a lancé des réseaux de volontaires : « Moi, comme biologiste, je prépare les outils théoriques et j'assure la supervision. Des habitants se chargent ensuite du travail. Six réseaux de



▲ « De la lumière à chaque fenêtre », slogan et défi de la stratégie locale.

pêcheurs et de propriétaires de berges se sont constitués pour la création des frayères. En ce qui concerne l'inventaire des obstacles possibles à la migration des salmonidés, une trentaine de jeunes se sont mobilisés. Ils suivaient un cours de surveillance en mer quand je leur ai parlé de ce projet DLAL pêche. Ils se sont dits prêts à participer. Et maintenant ils sont à la manœuvre : il y a quelques semaines, ils ont créé une page Facebook pour se coordonner. »

Mais Erik compte aussi sur la participation des femmes. « La pêche est un milieu dominé par les hommes, et même des hommes d'un

certain âge... On veut changer cela. Les femmes, c'est la moitié de la population, et beaucoup d'entre elles pratiquent la pêche de loisir ou sont propriétaires de plans d'eau et de parcelles forestières. Pour lancer l'aspect sensibilisation du projet, nous allons organiser prochainement un séminaire 100 % femmes. Moi-même, je n'y participerai pas. Participantes, conférencières... Il n'y aura que des femmes... Cela facilitera leur appropriation du projet et puis les hommes croient toujours tout savoir sur la gestion de l'eau. »



GAL(PA)

Issu de la fusion de deux groupes LEADER –Mittland et Timrånd–, Mittland Plus constitue le guichet unique du développement local du comté de Västernorrland, au centre-est de la Suède. Ici, GAL et GALPA se confondent⁴. Avec la programmation 2014-2020, l'approche multifonds a été privilégiée en Suède et le groupe d'action locale dispose de ressources FEADER (3 millions d'euros), FEAMP (741 000), FSE (481 000) et FEDER (348 000) pour soutenir les projets qui s'inscrivent dans sa stratégie unique. «*Les fonds sont séparés mais il y a beaucoup de flexibilité*», souligne Erika Larsson, la coordinatrice du groupe. «*L'important, c'est la qualité et la conformité avec la stratégie. En fonction de leur objectif – rural, social, pêche –, les propositions de projets sont orientées vers l'un des trois fonds. C'est toujours le cas pour les petits projets. Les projets plus conséquents font l'objet de plusieurs dossiers séparés : par exemple, la partie 'rurale' du projet ira au FEADER et la partie 'pêche' au FEAMP.*»

Le groupe d'action locale comprend 12 membres représentant les secteurs public, privé et associatif de chacune des quatre communes du territoire, auxquels s'ajoute un représentant de la pêche, ici essentiellement récréative. Erika Larsson et sa collègue Anna Svedin assurent l'animation et l'accompagnement de l'élaboration des propositions de projets avec l'aide de quatre « inspireurs locaux » (c'est le terme qui a été choisi), un par municipalité. Les propositions sont ensuite soumises au GAL(PA) qui procède à la sélection en fonction de leur qualité.

Leader Mittland Plus a joliment intitulé sa stratégie «*De la lumière à chaque fenêtre*». «*Parce que l'expression résume le défi qui touche aussi bien la côte que l'intérieur des terres : en plus de la faible densité de population permanente, une grande partie des maisons sont des résidences secondaires fermées 11 mois par an*», explique Anna Svedin.



▲ Erik Spade inspectant un ruisseau sous une route forestière.

Sur ce thème emblématique, se déclinent différents axes prioritaires : «*'Une forêt et une mer ouvertes', thème dans lequel s'inscrit le projet d'Erik, est un autre de nos slogans*», poursuit Erika Larsson. «*L'économie sociale est également très importante pour nous à cause des emplois et services de proximité qu'elle peut fournir dans les villages. L'entrepreneuriat individuel, notamment dans le tourisme, est par ailleurs fondamental pour créer des emplois. Accessibilité est aussi un mot clé. Plus généralement, l'inclusion est en grande partie le fil conducteur de notre action. Si nous avons écrit notre stratégie aujourd'hui, la moitié du contenu tournerait autour de cette dimension.*»



▲ Détail de la maquette de Matfors.

Maquette

Le plus récent projet approuvé par Leader Mittland Plus est un bon exemple de cette recherche de développement local inclusif. La petite ville de Matfors (3 200 hab.) abrite une papeterie industrielle aujourd'hui désaffectée. De son côté, un habitant de Matfors a réalisé avec des matériaux recyclés une remarquable maquette de 12 m² reproduisant minutieusement l'usine et sa cité ouvrière avec ses petites maisons de brique. La fédération des 50 associations locales de la ville a donc eu l'idée de transformer l'ancienne papeterie en musée, avec cette maquette comme attraction principale, mais aussi de créer une entreprise sociale employant une douzaine de personnes

en difficulté sur le marché du travail. «*Plusieurs sont des artisans handicapés suite à un accident, d'autres sont des travailleurs peu qualifiés*», précise Lena Schmidt qui pilote le projet. «*Dans un atelier attendant au musée, ces personnes vont donc confecturer des répliques des petites maisons de la maquette, qui seront commercialisées auprès des visiteurs.*» La structure sera opérationnelle à l'été 2018. Leader Mittland Plus finance 50 % des coûts du projet en utilisant deux fonds : le FEADER pour le musée et le FSE pour l'entreprise sociale. «*Conjuguer FEADER et FSE, c'est pour nous une première expérience et on se réjouit de voir les résultats*», commente Erika Larsson.

⁴ GAL : groupe d'action locale LEADER (développement rural) ; GALPA : groupe d'action locale pêche aquaculture (développement local des zones dépendantes de la pêche ou de l'aquaculture). Dans le cas de Leader Mittland Plus, l'abréviation GAL(PA) pourrait donc être utilisée.

Plaisanciers et réfugiés

Dans le petit hameau côtier de Tynderö, là où la Baltique s'infiltré dans un étroit canal entre le continent et une île, nous rencontrons Harald Nordkvist, président de l'association des pêcheurs locaux. Ses 65 membres sont tous des pêcheurs amateurs. «*Hormis un bateau à Bondhamn qui approvisionne une conserverie de harengs fermentés, il n'y a plus de pêcheurs professionnels dans la région depuis les années 80*», explique Harald. «*L'avenir ici, c'est le tourisme de plaisance et les services qui vont avec.*» L'association pilote depuis 2013 l'aménagement d'une marina en lieu et place de l'ancien petit port de pêche. Un premier projet a permis de construire un quai sur la rive insulaire. Un second, dont les travaux viennent de débiter, consiste à construire un ponton (photo) et à convertir un ancien entrepôt frigorifique en café-restaurant et centre de services pour les plaisanciers faisant escale en direction de la Haute Côte⁵, plus au nord. Outre la dynamisation du tourisme, une autre préoccupation a motivé les porteurs du projet : la création d'emplois pour les réfugiés. «*Jusqu'à très récemment, il y avait un centre d'accueil pas loin d'ici. Il vient de fermer pour des raisons logistiques mais quand on a déposé le dossier en 2016, il y avait 400 réfugiés qui vivaient ici. On s'est dit que le café, les services, etc. seraient un bon moyen de les intégrer sur le marché du travail.*»

«*Ce que dit Harald reflète bien une de nos grandes préoccupations*», fait remarquer Erika Larsson. «*Les réfugiés sont pris en compte dans de nombreux projets que nous soutenons. Nous leur disons 'vous apportez vos compétences et on peut vous apporter le reste. On a des maisons, on a du travail... On peut vous aider à trouver un logement, un emploi, à créer votre entreprise'.*» Selon l'Office suédois de la statistique, 5 792 demandeurs d'asile résidaient sur le territoire de Leader Mittland Plus en 2016. Le GAL(PA) a donc commandé la réalisation d'une étude sur la place des immigrés dans le développement local. «*En fonction des résultats de l'étude, nous lancerons un projet visant spécifiquement les réfugiés*», précise Erika.



▲ Construction d'un nouveau ponton à Tynderö.

Maison du Peuple

Timrå, sur la côte, possède une des 600 «Maisons du Peuple» que compte la Suède, «*mais c'est une des seules à pratiquer l'autogestion*», insiste sa directrice, Christina Thonman. Dans un décor branché/kitsch extrêmement convivial, le lieu concentre un grand nombre de prestations culturelles et récréatives : bibliothèque, salle de spectacle, studio d'enregistrement, gymnase, cafétéria... Y sont présentés des films, des pièces de théâtre, des conférences et même des représentations «live» retransmises par satellite depuis New York (Metropolitan Opera), Moscou (Bolchoï) ou Vancouver (une conférence TED Talks récemment). Mais sa grande particularité tient dans sa gestion, essentiellement assurée bénévolement par des jeunes de 13 à 19 ans sous la supervision d'une équipe réduite de salariés et surtout d'«anciens», des jeunes plus âgés ayant «travaillé» dans la Maison au cours de leur adolescence.

«*Entre 60 et 100 teenagers travaillent ici chaque année à raison d'environ un jour par semaine*», explique Christina. «*Nous avons lancé ce programme d'autogestion en 1985. C'était une façon de moderniser le mouvement populaire⁶. Tout est géré par les jeunes mais, attention, nous ne sommes pas une maison des jeunes : ce qu'on fait est destiné à tout public, profite à toute la population.*»



▲ La Maison du Peuple de Timrå.



▲ Christina Thonman montrant la plaque du réseau «Lieu sans racisme».

5 https://fr.wikipedia.org/wiki/Haute_Côte.

6 En Suède, les Maisons du Peuple (*Folkets hus*) sont historiquement associées au mouvement ouvrier. Celle de Timrå a été fondée en 1901.



Environ la moitié des jeunes bénévoles connaissent des problèmes familiaux ou ont des besoins particuliers. « *Ce sont souvent les plus vaillants* », souligne Christina avec tendresse. Avec Leader Mittland Plus, la Maison du Peuple soutient donc aussi plusieurs projets sociaux et travaille également avec les réfugiés. « *L'an dernier, il y a eu une bagarre entre des jeunes afghans et des jeunes suédois. Il fallait faire quelque chose. On a intégré 15 Afghans dans le programme et ça marche très bien.* »



▲ Pascal Doré a initié la création d'une plateforme de covoiturage.

Covoiturage

Citoyen néerlandais installé en Suède depuis quatre ans, Pascal Doré nous a fixé rendez-vous devant la station-service de Ljustorp, village isolé de la commune de Timrå. « *Vous voyez cette station. Elle appartient à la communauté. Les habitants l'ont créée en coopérative pour pouvoir se fournir ici en carburant.* » Pour ce consultant en recyclage qui se déplace beaucoup et sur de longues distances, la mobilité est le défi majeur de la région. D'où l'idée de Pascal de créer une plateforme de covoiturage. « *Comme vous le constatez, nous sommes loin de tout, il y a un service de cars mais il est assez limité. Une voiture est donc indispensable or tout le monde ne peut pas se le permettre, je pense aux jeunes, aux personnes âgées et aux réfugiés... Par contre, il y a aussi beaucoup de navetteurs qui travaillent à Timrå, à Sundsvall ou ailleurs sur la côte. L'idée du projet, c'est de créer une plateforme internet avec une application qui mette en contact direct et en temps réel conducteurs et passagers à la fois pour des trajets réguliers et pour des déplacements ponctuels entre les villages. Le principe est connu, il fonctionne ailleurs : les usagers ouvrent un compte et prennent un abonnement, les passagers payent les conducteurs à chaque déplacement et la plateforme comptabilise le tout. Tout le monde fait des économies, le transport est plus flexible, les déplacements plus rationnels et c'est bon pour l'environnement.* »

Pascal a formé un groupe de sept personnes qui a déposé un dossier auprès du GAL(PA). 73 000 euros ont pu être mobilisés, dont 20 000 provenant du FEADER, le reste du ministère de l'agriculture et de plusieurs sponsors. Une entreprise informatique sociale est en train de construire la plateforme web. Pascal et ses amis ont commencé maintenant à promouvoir le système, « *surtout dans les écoles, les associations et sur les réseaux sociaux. Le défi, c'est d'amorcer la pompe. Il faut trouver 50 ou 60 usagers qui serviront d'ambassadeurs et formeront une masse critique.* » La plateforme sera prête en août 2017 et le dispositif sera opérationnel en janvier 2018.

Ce n'est qu'un début

Erika Larsson résume en quoi consiste le développement local dans le Västernorrland et ce que le DLAL pêche, qui n'en est ici qu'à ses débuts, peut apporter : « *L'inclusion et l'accessibilité sont deux grandes priorités locales pour les quatre fonds, mais ce n'est qu'une partie de notre stratégie. Le FEAMP est encore nouveau pour nous et beaucoup d'autres projets DLAL pêche sont encore en gestation. Nous attendons beaucoup du FEAMP et des nouvelles opportunités qu'il ouvre. Comme je vous le disais, deux nouveaux projets FEAMP seront discutés lors de la prochaine réunion du groupe d'action locale. L'un porte sur un futur parc aquacole, l'autre est un projet de coopération avec la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la Pologne sur l'impact économique des phoques et des cormorans pour l'aquaculture et la pêche. Mais ce n'est qu'un début. Pour nous, ce qui compte, c'est le développement local selon l'approche DLAL, qu'il soit financé par le FEAMP ou par les autres fonds. À cet égard, le fait que GAL et GALPA ne soient pas séparés augmente les perspectives. On se sent beaucoup plus libres pour travailler sur le bien-être en général et on prend le meilleur de chacun des quatre fonds pour transformer en actions notre stratégie locale.* » ■

LEADER MITTLAND PLUS (Suède)

Leader Mittland Plus

SUÈDE

Superficie :
25 390 km²

Population :
172 744 habitants

Densité :
6,8 habitants/km²

Budget FEAMP	EUR			
	EU	National	Régional et Local	Total
Total	370 500	125 970	244 530	741 000

CONTACT
Leader Mittland Plus
a/s Erika Larsson
Box 890, S-851 24 Sundsvall
Tél.: +46 70 316 23 66
info@mittlandplus.se
www.mittlandplus.se

Acteurs

Soutenir l'innovation locale et la prise de risques : trois groupes, trois contextes



Rogério Cação



Pauline Chalaux



Pekka Sahama

Soutenir l'innovation étant une obligation du DLAL, les groupes d'action locale pêche aquaculture (GALPA) et les autorités de gestion se doivent donc de créer les conditions nécessaires à cet appui. FARNET a interrogé trois GALPA, de trois zones de pêche très différentes, sur leur façon d'aborder cette question : **Rogério Cação** (président du GALPA Oeste, Portugal), **Pauline Chalaux** (Coordinatrice du GALPA Cornouaille, Bretagne, France) et **Pekka Sahama** (Coordinateur du GALPA Est-Finlande).

FARNET Magazine : Pour vous, qu'est-ce que l'innovation ? Quelle importance a-t-elle dans le travail de votre groupe ?

Rogério : Innover, c'est faire les choses différemment pour obtenir de meilleurs résultats. C'est aussi découvrir des façons de faire alternatives pour atteindre le même but. C'est créer quelque chose de nouveau qui répond à un besoin concret.

Pekka : L'innovation est une façon de faire les choses de manière différente. C'est un aspect très important de notre stratégie et du travail du GALPA.

Pauline : Pour notre GALPA, dans le cadre du DLAL, ça veut dire développer de nouveaux processus, de nouveaux produits, de nouvelles manières de travailler, mais aussi de dialoguer et de consulter, au profit de l'ensemble de notre territoire. Comme les

autres GALPA de Bretagne, nous sommes aussi un groupe LEADER et nous gérons le FEAMP, le FEADER et les fonds régionaux dans le cadre d'une stratégie unique. Quant aux acteurs, on a voulu inclure un expert en enseignement maritime, recherche et innovation dans l'organe de décision de notre GALPA. Ce n'était pas le cas dans l'Axe 4 du FEP et nous pensons que cela permettra de soutenir le développement de projets innovants.

Présentez-nous un ou deux projets soutenus par votre GALPA que vous considérez comme particulièrement innovants. Qu'a fait votre GALPA pour que ces projets voient le jour ?

Pekka : Nous soutenons un projet intitulé « Systèmes sélectifs de chalutage pour le corégone ». Le corégone est le poisson le plus répandu dans les eaux de Finlande de l'est mais les stocks sont sous-utilisés dans la plupart de nos lacs. La pêche au chalut est la méthode la plus efficace. Mais avec les chaluts, il y a toujours le risque de prendre aussi des espèces menacées comme le saumon de lac et la truite brune. Les professionnels veulent rendre leurs méthodes de pêche plus durables. Un dispositif totalement nouveau a donc été développé : le chalut comporte une ouverture qui permet au saumon de pouvoir s'échapper. Nous avons une vidéo du projet.



Acteurs



La préparation du projet a pris presque deux ans. Nous avons étudié des expériences de méthodes de pêche au chalut sélectif à l'étranger. Des réunions ont été organisées pour les pêcheurs professionnels avec des chercheurs et des financeurs. Pour porter le projet, nous avons trouvé localement une entreprise de développement privée. Il nous est aussi apparu que la taille du projet nécessitait le soutien de plusieurs axes du FEP.

Rogério : Le projet Valeur ajoutée du Pilado " a été réalisé par l'Institut Polytechnique de Leiria. Il porte sur de nouvelles utilisations du crabe de sable (*Polybius henslowii*), une ressource abondante et jusqu'ici peu utilisée. Un autre projet, mené par le même institut, est « Do Mar ao Prato » (De la mer à l'assiette) vise à encourager les synergies entre la science et la gastronomie en proposant un guide des traditions locales qui comporte des informations scientifiques sur les espèces marines utilisées. Conçu de manière très attrayante, ce guide constitue un excellent outil de promotion touristique.

Pour stimuler les idées novatrices, nous avons lancé des défis à la créativité des porteurs de projet via la presse locale et régionale, sur notre site web et sur Facebook, sans oublier le potentiel des universités. Des projets ont alors surgi de toute part !

Pauline : Le principal projet innovant que nous soutenons en Cornouaille est une pépinière d'entreprises jumelée au laboratoire d'une éclosérie. Elle a pour but d'attirer, d'héberger et de soutenir de nouvelles entreprises aquacoles. Les porteurs du projet sont le centre de recherche et de formation Agrocampus Beg-Meil et la Communauté de communes du Pays fousnantais. Le GALPA et Technopole Quimper-Cornouaille soutiennent ce projet de trois manières : réseautage, financement et appui politique.

Nous soutenons aussi un projet sur le développement de la production aquacole de spiruline comme complément alimentaire à base d'algues, dans le cadre d'une entreprise sociale d'insertion par le travail.

Pour recueillir de nouvelles idées de projets, nous avons organisé une réunion avec des représentants de la société civile à qui nous avons présenté la stratégie du GALPA, dont le développement de l'aquaculture. C'est ainsi qu'un des promoteurs a eu son idée de diversification.

Comment l'innovation est-elle abordée dans la stratégie de votre GALPA et vos activités d'animation ?

Rogério : Nous organisons des réunions destinées aux porteurs de projet potentiels où nous présentons des exemples d'innovations susceptibles de les motiver.

Pauline : L'innovation est très importante dans notre stratégie et nous avons deux critères principaux pour les projets FEAMP DLAL que nous allons soutenir : l'innovation et la mutualisation des ressources entre les acteurs. Nous aidons toutes les entreprises et autres organisations intéressées sur notre territoire à prendre contact avec les organismes spécialisés en innovation qui pourraient les aider à développer leur idée.

Pekka : L'innovation est au cœur de la stratégie du GALPA Est-Finlande. Nous avons notamment travaillé avec Eureka ! Ranch, une société d'ingénierie qui facilite le développement de produits et services innovants. Nous avons rencontré leurs représentants à un séminaire FARNET aux Pays-Bas. La société nous a aidés à accroître les ventes de corégone, en particulier grâce à une étude sur l'exportation des œufs de corégone qui a pointé la nécessité d'obtenir un certificat de durabilité. Nous avons donc ensuite procédé à une pré-évaluation MSC, la toute première en Finlande pour la pêche. Une évaluation complète est actuellement en cours et nous sommes maintenant très optimistes quant au marché du corégone à l'exportation.

Comptez-vous des organismes spécialisés en innovation dans votre partenariat ou dans votre environnement ?

Rogério : Oui, nous avons des liens étroits avec l'École supérieure de technologie marine et, comme je l'ai déjà indiqué, avec l'institut de recherche marine du Polytechnique de Leiria

Pauline : Nous avons la chance d'avoir dans notre partenariat le Technopôle Quimper-Cornouaille, une agence locale de technologies spécialisée notamment dans les activités marines. Nous comptons aussi deux centres de recherche en biologie marine, un centre de recherche sur l'agroalimentaire, qui est partenaire dans notre filière alimentaire, et un excellent réseau d'entreprises locales innovantes.



▲ Les GALPA Cornouaille et Oeste collaborent avec des centres de recherche et d'innovation.

Le risque d'échec vous préoccupe-t-il ? Comment y faites-vous face ? Quelles leçons tirez-vous des échecs ?

Pekka : Quand j'ai commencé comme coordinateur du GALPA, ma mission était de trouver de nouvelles manières de travailler avec le secteur de la pêche, donc avec un risque d'échec élevé. Les projets innovants peuvent ne produire des résultats que de nombreuses années plus tard. Ces résultats doivent être documentés et analysés soigneusement, dans la plus grande transparence, et discutés avec tous les acteurs.

Rogério : Nous sommes face au risque d'échec dès le stade de l'examen du projet. C'est à ce moment-là que nous demandons au porteur des options concrètes pour des problèmes concrets. En cas d'échec, nous en tirons les leçons principalement à travers des réunions internes avec le porteur du projet, en essayant de déterminer les causes et les conséquences de cet échec. Si le projet est novateur, nous demandons à son promoteur de consulter l'agence locale d'innovation. Elle est membre du GALPA et c'est son rôle d'accompagner l'innovation. Nous conseillons également au porteur de projet de faire une étude de marché, avec une marge d'erreur, car cela l'aidera à limiter le risque d'échec.

Y a-t-il des obstacles à l'innovation dus au système ? Comment faites-vous pour les surmonter ?

Rogério : Tous les acteurs ne perçoivent pas l'innovation de la même manière. Les pouvoirs publics par exemple voient les projets innovants d'abord du point de vue de l'éligibilité. Nous avons des projets sur lesquels les autorités avaient émis certaines réserves. Heureusement, les promoteurs ont pu les lever en apportant des solutions techniques et scientifiques. D'autre part, l'innovation est toujours un processus coûteux. C'est pourquoi les moyens financiers sont souvent insuffisants au regard des idées présentées.

Pekka : En fait, dans la période précédente, nous avions un peu plus de liberté pour mettre en œuvre notre stratégie. Par exemple, nous relevons des règles de la PPC qui obligent entre autres à éviter la surpêche. On ne peut donc pas financer des projets qui accroîtraient l'effort de pêche alors même qu'ici de nombreux lacs sont « sous-pêchés ». La réglementation européenne semble maintenant être plus stricte qu'avant et cela ne nous aide pas à monter des projets novateurs. À mon avis, nous les GALPA, devrions avoir plus de liberté pour réaliser des stratégies bien pensées. Après tout, le DLAL ne représente que 11 % du FEAMP en Finlande.

L'autorité de gestion, le réseau national, ou qui que ce soit d'autre, vous fournissent-ils des conseils ou de l'aide en matière d'innovation, d'échanges entre GALPA, etc. ?

Rogério : Pas spécialement. Je dois dire que l'innovation fait partie du discours officiel mais qu'aucun mécanisme n'est prévu pour l'appliquer.

Pekka : Dès le début, nous avons bénéficié d'une coopération étroite entre GALPA finlandais, informelle pour commencer puis régulière. Nous partageons très ouvertement nos résultats et notre expérience. C'est très important et ça aide beaucoup. Les coordinateurs de GALPA, qui ont des profils et des types d'expertise très diversifiés, sont des sources d'appui considérables lors du montage de projets innovants.

Pauline : Nous disposons du Pôle Mer Bretagne Atlantique, un pôle de compétitivité centré sur la mer qui pilote l'innovation dans la région. Cette structure facilite l'émergence de projets de recherche & développement collaboratifs et soutient la croissance de ses entreprises membres, en particulier par le placement des nouveaux produits, services et procédés résultant de recherches sur le marché. Nous devrions également bénéficier bientôt d'un réseau national FEAMP DLAL. L'innovation sera certainement un des thèmes communs sur lesquels nous allons coopérer. ■

Interviews réalisées (en anglais) en mai 2017.



Focus

UNE CARRIÈRE DANS LA PÊCHE OU L'AQUACULTURE ? Le défi de la relève

De la Baltique à l'Atlantique et à la Méditerranée, un défi commun à tous les GALPA à travers l'Europe est le vieillissement de la main d'œuvre et la difficulté d'attirer la jeune génération dans le secteur de la pêche.

Dans toute l'Europe, les activités de pêche et d'aquaculture sont très diverses, tout comme les conditions de travail de ce secteur, les modalités de retraite et les systèmes d'éducation en place pour amener de nouvelles recrues vers une carrière dans la pêche. Et pourtant, de la Baltique à l'Atlantique et à la Méditerranée, un défi commun à la stratégie de tous les GALPA à travers l'Europe est le vieillissement de la main d'œuvre et la difficulté d'attirer la jeune génération dans le secteur de la pêche. Quelque chose doit changer, semble-t-il, si l'on veut que les communautés locales préservent leur savoir-faire pour continuer à tirer parti de leurs ressources de pêche à l'avenir, et à entrete-

nir les écosystèmes d'eau de mer et d'eau douce en bonne santé sur base d'une pêche gérée de manière durable.

Les GALPA qui ont participé au séminaire FARNET en Lettonie en mars 2017 ont discuté de l'âge moyen des pêcheurs – 49 ans en Bretagne (France) à presque 60 dans le Sud de la Finlande – et se sont montrés préoccupés par la survie du secteur, ainsi que par les impacts environnementaux et sociaux si la tendance actuelle ne change pas.

Alors que les barrières à l'accès au secteur de la pêche varient d'un pays à l'autre et dépendent du type de pêche ou d'aquaculture, certaines questions se posent de manière récurrentes : un manque général d'information sur la pêche et/ou une mauvaise image de ce secteur comme choix professionnel ; la qualité de vie qui s'y rapporte (conditions de travail, équilibre vie familiale / vie professionnelle, rémunérations, etc.) ; ainsi que les difficultés à obtenir les permis nécessaires et à couvrir les frais de démarrage d'une ferme aquacole ou d'acquisition d'un bateau.

Jeunes pêcheurs

Dans beaucoup d'endroits, les entreprises de pêche ont du mal à trouver des employés, en particulier pour la pêche au large en raison de la dureté des conditions de travail et des longues périodes en mer loin de la maison et de la famille. De fait, on rapporte que de nombreux bateaux de pêche recourent à des moyens irréguliers pour recruter un équipage complet, notamment en employant des sans-papiers ou des personnes sans qualifications, ou encore en faisant appel à des pêcheurs à la retraite pour boucher les trous, malgré les règles l'interdisant et les risques physiques de ce type de travail.

La petite pêche côtière est également confrontée à des problèmes de recrutement pour diverses raisons, comme la difficulté d'en retirer une rémunération correcte, les coûts élevés de démarrage et le manque de quotas disponibles dans certaines zones. La mauvaise image du secteur de la pêche qui, dans certains pays, ne jouit pas de la même réputation que



▲ Jeunes pêcheurs de Chypre.



▲ Ben George, pêcheur des Cornouailles (Royaume-Uni).

d'autres professions, semble également jouer un rôle important pour dissuader les jeunes (et leurs parents) d'y faire carrière.

Comment convaincre les jeunes que la vie de pêcheur va leur apporter un épanouissement professionnel et des revenus corrects ? C'est la question à laquelle sont confrontés de nombreux GALPA et organisations du secteur, en lien avec la réglementation stricte sur l'embarquement des jeunes et le manque de formations en alternance pour leur apprendre le métier et assurer la transition vers la pêche professionnelle.

Des initiatives se font jour en Europe, avec divers degrés de succès. Les GALPA doivent faire face d'une part aux multiples facteurs qui causent ce manque d'intérêt et d'autre part aux obstacles à l'entrée dans une carrière dans la pêche.

Ceci commence par une série d'activités de sensibilisation au secteur de la pêche et à sa contribution à la société, tout en le valorisant comme un choix de carrière

attractif. Cela implique également de s'atteler à rendre le secteur *effectivement* plus attractif. Il est donc indispensable de rendre le secteur plus rémunérateur, que ce soit par l'utilisation de nouvelles méthodes ou technologies pour améliorer la qualité, l'optimisation de la maintenance ou l'amélioration du marketing. Relever l'image de la pêche est une tâche intéressante et stimulante – faisant à appel à un savoir-faire environnemental et technologique, en lien avec des activités plus populaires comme le tourisme ou le marketing – qui peut contribuer de manière significative à la rendre plus attractive aux yeux des jeunes.

D'autres obstacles pratiques varient de pays à pays, en fonction des systèmes en place (ou non) pour former les jeunes, soutenir la création d'entreprises, et veiller à ce que les permis et les quotas nécessaires soient accessibles. Les GALPA peuvent faire connaître les dispositions existantes. Certains États membres ont par exemple ouvert l'Article 31 du FEAMP pour permettre l'achat d'un bateau par les moins

de 40 ans. Promouvoir activement cette disposition et aider à s'en saisir augmenterait sa mise en œuvre. Les GALPA pourraient aussi travailler plus étroitement avec les autorités nationales et régionales pour veiller à ce que les dispositifs existants répondent vraiment aux besoins du terrain ; ils pourraient dans certains cas lancer leurs propres initiatives locales comme des formations et des apprentissages pour les jeunes.



Programme maître-apprenti pour jeunes pêcheurs



Grâce à une formation en alternance pour jeunes pêcheurs et au soutien du GALPA pour améliorer une entreprise locale de pêche, Tanja, 33 ans, est maintenant 'pêcheuse et entrepreneuse', vendant avec succès ses produits frais et transformés directement aux consommateurs. Elle fait partie des 12 jeunes devenus des professionnels de la pêche grâce à l'appui du groupe d'action locale.

Le GALPA ESKO (Finlande) a vu le nombre de pêcheurs de son territoire tomber de 400 au début des années 1990 à 100 en 2009 et à 56 en 2017. Face à cette tendance inquiétante, le GALPA s'est fixé comme priorité d'attirer des jeunes vers la pêche professionnelle. Des formations ont été mises sur pied pour soutenir l'entrée des jeunes dans le secteur mais la participation était trop faible pour compenser le déclin.

Le GALPA a donc joué un rôle actif pour identifier les conditions nécessaires pour engager des jeunes et sélectionner les candidats intéressés qui méritaient son soutien et son investissement. En collaboration étroite avec un certain nombre de jeunes, l'association locale de pêche et les autorités nationales et régionales, le GALPA a mis sur pied une formation toute nouvelle, basée entièrement sur l'acquisition de compétences pratiques et l'apprentissage sur le tas. Chaque apprenti(e) a défini ses propres objectifs de formation – en pêche, marketing, création d'activité – et a travaillé pendant un an aux côtés d'un pêcheur expérimenté. Dans de nombreux cas, les jeunes ont continué à travailler avec leur maître de stage à l'issue de la formation, souvent dans la perspective d'une reprise de l'activité lors de la retraite du pêcheur.

Le programme en est à sa troisième promotion et jusqu'à maintenant 80 % des stagiaires sont devenus des pêcheurs professionnels.

« Si vous voulez que ça change, écoutez, comprenez et faites les choses différemment. »

Initialement, les pouvoirs publics voulaient inclure des éléments de théorie dans la formation. Des discussions franches ont toutefois révélé qu'il n'y avait aucune demande pour une forme quelconque d'enseignement théorique. Au final, cet élément a été respecté et le programme a suscité « un intérêt étonnamment élevé ».

Rajeunir l'aquaculture

Sous certains aspects, l'aquaculture est confrontée à moins de difficultés pour attirer des jeunes dans la mesure où les horaires de travail sont plus fixes et plus faciles à combiner avec la vie de famille. C'est aussi un secteur qui se modernise rapidement : alimentation automatique, systèmes intégrés de circulation, aquaponie et même aquaculture urbaine. L'utilisation de nouvelles technologies et de systèmes électroniques complexes non seulement rendent le secteur plus attractif aux yeux des jeunes mais aussi rendent le travail moins pénible que l'aquaculture traditionnelle.

L'aquaculture reste cependant assez mal connue de la jeune génération comme choix professionnel et les coûts élevés de démarrage peuvent s'avérer rédhibitoires. De plus, ces coûts de démarrage doivent être assumés pendant un certain temps avant que l'activité ne génère des revenus puisque la plupart des espèces de poissons et de crustacés d'élevage prennent au moins trois ans pour arriver à maturité.

Dans beaucoup de cas, la reprise d'une ferme aquacole existante peut s'avérer une meilleure solution que d'en créer une : les GALPA peuvent jouer un rôle important pour soutenir la transmission d'entreprises entre aquaculteurs partant en retraite et jeunes arrivant dans le métier. Ceci ne se fait toutefois pas si facilement et requiert du temps et des efforts, sans parler de l'investissement en capital.

Un aspirant ostréiculteur en Bretagne (France), par exemple, rencontrera la concurrence du secteur immobilier en bord de mer et un ostréiculteur partant en retraite gagnera probablement plus en vendant son bien pour en faire une résidence secondaire qu'en le transmettant à un jeune du métier. Dans le cadre de l'Axe 4 du FEP, le GALPA breton Auray a travaillé en collaboration étroite avec les pouvoirs publics et le Comité régional conchylicole à l'élaboration de la Charte conchylicole du Morbihan, signée par tous les acteurs concernés et interdisant notamment le changement d'affectation des bâtiments ostréicoles. Ceci a aidé à rendre les coûts plus abordables pour les nouveaux ostréiculteurs. Une autre initiative pourrait consister à présenter à des jeunes venus d'ailleurs ce qui peut parfois apparaître comme un monde assez clos.



▲ Père et fils : Wolfgang et Stefan Stock, aquaculteurs à Wiesau (Allemagne).

Qu'il s'agisse d'aquaculture marine ou continentale, de petite pêche côtière ou de pêche en haute mer, chaque segment du secteur de la pêche est confronté à des difficultés spécifiques pour attirer plus de jeunes à l'avenir. Les GALPA devront ana-

lyser les problématiques de leur territoire en la matière et concevoir leurs interventions en conséquence. Il est toutefois clair qu'aucune action à elle seule ne résoudra le problème. C'est plutôt un éventail d'actions au niveau local – ainsi qu'une

réponse plus globale au niveau régional, national et européen – qui sera nécessaire pour assurer qu'à l'avenir les populations locales soient en mesure d'exploiter leurs ressources de pêche de manière durable. ■

Attirer les jeunes vers l'ostréculture

Après avoir vu le nombre d'exploitations ostréicoles décliner de 1 000 en 1970 à tout juste 300 en 2015, le GALPA d'Arcachon observe maintenant une stabilisation du nombre d'ostréculteurs suite à son travail auprès de 13 établissements scolaires consistant à emmener des élèves sur des bateaux plats voir en quoi consiste le métier.

Environ 10 jeunes se lancent maintenant comme ostréculteurs dans la zone du GALPA, dans une grande mesure grâce à cet effort concerté de sensibilisation dans les écoles sur les opportunités dans ce secteur. Le projet a été mené par le Comité régional de la conchyliculture, en étroite collaboration avec les centres d'orientation et l'enseignement technique maritime. Le projet consiste à emmener les élèves sur des bateaux équipés pour le pescatourisme observer le travail des ostréculteurs, leur poser des questions sur leur métier et déguster les produits. Une bonne communication avec les enseignants s'est avérée essentielle car les sorties ont lieu en dehors des horaires scolaires mobilisant la motivation des élèves comme de celle de leurs professeurs.

Le Passeport européen du pêcheur, une idée de coopération

Le « coin de coopération » du séminaire FARNET d'Helsinki a vu surgir une nouvelle idée pour découvrir et recruter des jeunes pêcheurs en améliorant la mobilité. Il s'agit de lancer une campagne européenne pour un « Passeport européen du pêcheur ». Un site européen de recrutement de jeunes pêcheurs comporterait une base de données de tous les emplois à pourvoir et les compétences/certifications requises (par exemple en fonction des techniques de pêche concernées). En pratique, cette idée pose les problèmes de la langue, des différences nationales dans les niveaux de qualifications et des moyens nécessaires pour coordonner un tel projet. Mais, grâce à une approche progressive et à une forte coopération, les GALPA pourraient être capables de proposer une solution.

Intéressé ? Contactez la Cellule d'appui FARNET à info@farnet.eu

Coopération

La coopération démarre dans les zones de pêche

« Le chemin vers la grandeur passe par les autres », dit le philosophe Baltasar Gracián y Morales, et la coopération est assurément plus productive lorsqu'elle s'applique à des intérêts et des buts communs. En 2017, la coopération dans le DLAL pêche commence à émerger, les groupes d'action locale pêche aquaculture (GALPA) cherchant inspiration, nouvelles idées et nouvelles opportunités en se mettant en relation avec d'autres GALPA ou à des groupes LEADER. Le secteur de la pêche joue un rôle de pointe dans certains de ces projets de coopération DLAL répartis à travers toute l'Europe.

Au cours de l'année écoulée, la plupart des États membres ont défini les règles et les procédures pour les activités de coopération des GALPA. Des projets de coopération ont déjà été sélectionnés en Estonie, en Galice (Espagne) et en Finlande, et de nouveaux appels à projets de coopération étaient en cours de lancement durant l'été 2017. La coopération est cependant un processus de longue haleine qui demande un effort conjoint des GALPA, réseaux nationaux et autorités de gestion pour faire avancer les projets.

Dans la plupart des pays, la coopération est organisée au niveau du GALPA même si plusieurs États membres, comme l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie et la Roumanie, ont une approche plus centralisée avec des appels à projets coordonnés par l'autorité de gestion. Dans les autres pays, les projets de coopération suivent le même processus de décision que n'importe quel autre projet du GALPA.

La coopération transnationale – impliquant un ou plusieurs partenaires dans au moins deux États membres – présente des défis supplémentaires car les règles et les procédures de coopération non seulement varient de pays à pays mais aussi sont définies à des rythmes différents. Pour faciliter la recherche de partenaires et la compréhension du fonctionnement de la coopération, la Cellule d'appui FAR-

NET a réalisé un panorama de la coopération : 20 fiches – une par pays appliquant le FEAMP/DLAL – présentent les modalités de coopération dans chacun des États membres.

C'est dans ce contexte que les GALPA ont commencé à concrétiser leurs idées et définir leurs projets de coopération DLAL pêche pour la période 2014-2020. Nous présentons ici trois initiatives représentant trois niveaux de coopération (intrarégionale, intranationale et transnationale) qui pourraient inspirer d'autres GALPA à l'avenir.

Phoques et cormorans : coopération transnationale autour de la Baltique

16 GALPA Baltes – de Finlande, Suède, Estonie et Lettonie – collaborent à un projet visant à réduire les pertes économiques causées aux pêcheurs par les phoques et les cormorans. Les GALPA vont travailler en étroite coopération avec les pêcheurs locaux le long de la côte balte pour recueillir des données sur les dégâts causés aux stocks halieutiques par ces prédateurs et leur impact sur leur subsistance. Une étude approfondie de la situation sera réalisée auprès de la petite pêche locale de tous les territoires concernés par les différents GALPA. Le GALPA fin-



▲ Stérilisation des œufs de cormorans en Suède.

landais ESKO coordonne le partenariat et a déjà lancé l'étude dans sa propre zone de pêche. Il a également préparé la convention de partenariat en cours de signature par les GALPA des autres pays baltes. Dans les mois qui viennent, ils prévoient d'organiser plusieurs réunions techniques et de pilotage et d'inviter d'autres pays riverains de la Baltique comme l'Allemagne, la Pologne et le Danemark à participer.





▲ Fruit de la coopération entre des GALPA de Galice, le site Margalaica propose des produits touristiques intégrés.

Le rôle clé des réseaux nationaux et des autorités de gestion

Les réseaux nationaux et les autorités de gestion ont un rôle important à jouer pour encourager les GALPA à coopérer et pour soutenir la démarche de manière active et dynamique.

En Estonie, par exemple, le réseau national a organisé une réunion de coopération entre les GALPA estoniens et lettons, animée par un expert en techniques de communication et de coopération. Les GALPA y ont appris comment susciter l'intérêt pour la coopération au niveau local, comment motiver les porteurs de projets et comment valoriser la coopération auprès des acteurs locaux. La réunion a aussi permis aux GALPA des deux pays de partager leur expérience, leurs connaissances et leurs bonnes pratiques et de discuter d'éventuelles actions conjointes.

Les méthodes et outils proposés par les réseaux nationaux pour stimuler la coopération incluent :

- > des conseils techniques pour les GALPA (mise à disposition d'experts thématiques)
- > l'organisation de réunions pour les GALPA sur des thèmes se prêtant à la coopération
- > l'aide aux échanges entre GALPA voisins
- > le soutien à l'émergence et au partage d'idées
- > l'aide à la recherche des bons partenaires.

De plus, les réseaux nationaux peuvent apporter une aide aux GALPA pour communiquer dans une langue étrangère, en particulier quand la langue constitue le principal obstacle à la participation à un projet transnational.

En Suède et en Finlande, le réseau aide activement les GALPA à réaliser leurs projets de coopération en traduisant l'information sur les projets existants et sur les ouvertures possibles.

Certaines autorités de gestion s'impliquent aussi pour stimuler la coopération et aider les GALPA à trouver les bonnes idées et les bons partenaires. C'est le cas des autorités régionales de Galice et de Catalogne, en Espagne, qui organisent des réunions pour encourager la coopération entre GALPA de la même région ou du même bassin. En Galice, l'autorité régionale a organisé une réunion pour les GALPA et les autorités régionales des Asturies, de Cantabrie et du Nord du Portugal pour identifier les besoins et les obstacles à la coopération. Les participants ont travaillé sur la manière de réaliser des synergies et de relever les défis communs aux zones de pêche grâce à des projets de coopération. En Catalogne, le réseau a rassemblé les coordinateurs et les présidents des GALPA, des pêcheurs et d'autres acteurs du nord-ouest de la Méditerranée (trois GALPA espagnols, deux GALPA italiens et un GALPA français) pour discuter des projets de coopération à envisager.



▲ Les huit GALPA estoniens travaillent ensemble pour mieux valoriser les produits de la pêche locale.

Margalaica : quand les GALPA coopèrent au niveau régional

Margalaica est un projet ambitieux mis sur pied par les GALPA de Galice pour rassembler tous les acteurs liés à la mer afin de créer une offre touristique intégrée tout au long de la côte galicienne. Durant la précédente période de programmation (2013-2020), le projet s'est concentré sur la promotion des produits locaux de la pêche et sur le patrimoine des territoires concernés. Un site web a été créé pour faciliter les réservations en ligne et la vente de produits touristiques. Cette initiative regroupe les sept GALPA galiciens, 57 entreprises de pêche proposant 97 produits touristiques différents : hébergement le long de la côte, restaurants de poissons pêchés localement, musées du patrimoine maritime, activités sportives marines, etc.

Dans la nouvelle phase du projet, les GALPA prévoient de renforcer la coopération entre le secteur de la pêche et les acteurs du tourisme présents sur le territoire. Alors que la première phase portait principalement sur la promotion des produits individuellement sur une plateforme commune, la deuxième phase va chercher à les intégrer dans les circuits touristiques. Les GALPA vont par exemple proposer

un circuit regroupant diverses activités de tourisme sous forme d'une route des phares tout au long de la côte de Galice. Tous les produits de ce circuit répondront aux normes de qualité définies par la marque Margalaica et feront la promotion de destinations locales peu connues des touristes mais présentant une valeur culturelle importante.

Une stratégie conjointe de marketing : les GALPA créent des synergies au niveau national

Les huit GALPA estoniens ont décidé de travailler ensemble pour accroître la valeur des produits locaux de la pêche tout en les liant à l'identité côtière. Ils ont mis au point un plan de promotion des produits de la pêche et de l'aquaculture et de valorisation des espèces locales sous une marque commune. Pour leur première activité conjointe, ils ont participé ensemble au Salon national de l'Alimentation pour promouvoir le poisson local, augmenter la visibilité de la petite pêche côtière et faire connaître le patrimoine artisanal de la pêche. Avec plus 300 exposants et 100 000 visiteurs, ce Salon est un des plus grands événements du secteur de l'alimentation. Les pêcheurs et les pro-

ducteurs locaux de tous les territoires des GALPA ont pu présenter « l'expérience locale » de leur poisson et démontrer la durabilité et la qualité des produits de la petite pêche. Les prochaines phases du projet verront la création d'un réseau de consommateurs, poissonniers, restaurateurs et grossistes au niveau national et la présentation des produits de la mer artisanaux au grand public. Les huit GALPA vont continuer à travailler ensemble pour promouvoir l'identité de leurs côtes, accroître la visibilité du secteur sur le marché national et renforcer les liens entre les entreprises locales de leur territoire. ■

Les GALPA qui souhaitent trouver des partenaires pour un projet de coopération spécifique peuvent utiliser les outils de recherche du site FARNET ou du site du Réseau européen de développement rural (REDR).

Reportage

L'AQUACULTURE À TIRSCHENREUTH [ALLEMAGNE]

Au pays des 4 000 étangs

Comptant quelque 4 700 étangs et une soixantaine de pisciculteurs professionnels, l'arrondissement de Tirschenreuth, au nord-est de la Bavière, a construit sa stratégie de développement local et son image territoriale sur l'aquaculture et son produit phare, la carpe. Avec l'aide de LEADER, du FEP puis du FEAMP.

« Bienvenue au Pays des Mille Étangs », proclame déjà sur l'autoroute A93, peu avant la sortie Tirschenreuth, un panneau touristique brun à l'effigie d'une carpe. De fait, une fois quitté l'autobahn et à mesure que l'on avance sur la nationale, le paysage se garnit d'étangs plus ou moins grands, serres entre les champs et les bois.

« En fait, ce ne sont pas 1 000, mais 4 700 étangs que compte l'arrondissement de Tirschenreuth et les trois communes voisines qui ont été rattachées à la zone d'intervention du GALPA », nous précise d'emblée Stephanie Wenisch, animatrice du tourisme et, jusqu'à tout récemment, du GALPA Tirschenreuth – Pays des Mille Étangs. « On recense un millier de propriétaires, mais seule une soixantaine d'entre eux sont des pisciculteurs professionnels, 10 à plein temps et 50 en activité complémentaire. Ce sont les moines cisterciens qui ont introduit l'aquaculture ici au début du 11^e siècle. Notre terre est pauvre pour l'agriculture mais riche en argile et en kaolin, donc propice à la création d'étangs et à l'élevage de la carpe. »

Depuis près de mille ans, Tirschenreuth pratique donc l'aquaculture. « À l'origine, c'est le monastère qui a commencé à creuser massivement des étangs », raconte Fabian Polster, coordinateur du GALPA. « Mais



▲ Surnommée « Stairway to Heaven », une tour d'observation offre une vue panoramique sur les étangs.

avec le temps, les habitants ont aussi installé des étangs pour la pisciculture qui était très rémunératrice. Il en résulte un grand morcellement des étangs et une aquaculture familiale qui fait notre originalité : on est loin des grandes exploitations aquacoles de Pologne, par exemple. Ici un étang fait 0,6 hectare en moyenne et on compte un millier de propriétaires. Certains ne possèdent que 2

ou 3 étangs, les professionnels en possèdent 30 ou 40 chacun et en louent d'autres quand ils le peuvent, car un étang non exploité est un étang mort. La nature reprend vite ses droits. Abandonner ces étangs serait une perte immense pour la biodiversité et le paysage culturel de la région. »



Solidarité

L'aquaculture est une activité locale séculaire qui structure aussi les rapports sociaux: les étangs forment souvent un réseau aquatique interdépendant qui nécessite pour leur vidage et la récolte du poisson une bonne coordination entre les propriétaires: «*depuis des générations, Untel sait qu'il doit vider ou remplir son étang tel jour précis afin que son voisin puisse faire la même chose un peu plus tard, explique Stephanie, il existe donc une solidarité locale 'naturelle' qui soude les familles...*»

Il reste que l'activité n'a pas toujours eu l'importance économique et culturelle qu'elle a retrouvée aujourd'hui. Il y a une vingtaine d'années, l'économie de Tirschenreuth était au plus mal, avec la faillite de ses deux autres secteurs d'activité traditionnels, la porcelaine et le textile. «*Il fallait faire quelque chose et nous nous sommes dit que redynamiser l'aquaculture, mais aussi la replacer au cœur de notre identité et en faire un atout touristique, était une bonne piste de développement. Les gens n'étaient plus conscients de cette spécificité unique de la région*», raconte Hans Klupp, président du GALPA et de l'association des pisciculteurs du Haut-Palatinat⁷. «*En 1995, nous avons créé le groupement 'ARGE Fisch im Landkreis Tirschenreuth e.V.' afin d'organiser le secteur en fédérant les pisciculteurs locaux et de redonner sa place à l'aquaculture. Nous avons eu accès au programme LEADER, qui nous a entre autres permis de monter un Festival de la Carpe et de coopérer avec de nombreuses zones piscicoles d'Europe. Avec l'arrivée de l'Axe 4 du Fonds européen pour la pêche en 2009, notre démarche est passée à la vitesse supérieure. Nous avons pu lancer des projets tous azimuts. Plusieurs nouvelles entreprises*



▲ Transfert des carpes d'un étang à un autre au fur et à mesure de leur croissance.

industrielles se sont installées dans l'arrondissement, l'économie locale se porte à nouveau bien, mais c'est l'aquaculture qui est devenue notre secteur phare en termes de développement rural, d'identité et d'image touristique. 'Le Pays des Mille Étangs' est devenu l'image de marque de notre territoire.»

Outre de nombreux outils promotionnels (brochures, emballages, objets ludiques, livre de recettes...), l'Axe 4 du FEP a permis de moderniser l'impressionnant musée municipal dont une grande partie est consacrée à l'aquaculture (équipements pédagogiques numériques), de doter le musée archéologique en plein air de Bärnau-Tachov d'une zone consacrée à la pêche (maison de pêcheur, embarcation, fumoir...) et d'équiper chaque village d'un mobilier urbain et d'aires de jeux pour enfants qui rappellent la pêche en étang. Et c'est d'abord à partir d'une opération artistico-citoyenne dans la petite ville de Kemnath (5 400 hab.) que la pisciculture a pu s'afficher de cette façon à l'échelle du territoire.



▲ On s'amuse bien le long du Chemin fantastique de la Carpe.

Chemin fantastique de la Carpe

Susanne Vonhoff est professeur d'arts plastiques. Elle est aussi une citoyenne très engagée dans la vie de sa commune. Le début des années 2000 voit se propager depuis Zurich la mode de la «CowParade», ces fameuses vaches en fibre de verre grandeur nature décorées artistiquement de mille façons. En 2005, Hans Klupp, Wolfgang Lippert (président du groupe LEADER) et Susanne ont l'idée de revisiter le concept mais avec des carpes. Ils trouvent 20 sponsors (municipalité, industriels, artisans, commerçants, etc.) qui acceptent de financer la fabrication de 13 carpes de la taille d'une... vache, et un concours est ouvert aux artistes et aux écoliers pour les décorer. L'opération connaît un franc succès et 28 de ces gros poissons sont maintenant disposés en des points stratégiques tout le long d'un «Phantastische Karpfenweg» (Chemin fantastique de la Carpe) qui suit l'ancien chemin de ronde de la ville. «*Ce n'était pas évident au départ, affirme Susanne, ce genre d'action est plutôt associé au milieu urbain; à la campagne, c'est plus difficile à faire accepter... Mais la réaction a été formidable: toute la population de Kemnath s'est mobilisée, a participé, et tout le monde est fier du résultat. Notre Chemin fantastique de la Carpe figure même sur le site 'Allemagne, terre d'idées'! Et notre idée a essaimé sur tout le territoire local: chaque fois qu'une commune crée un nouveau lotissement, une nouvelle zone d'activité, elle installe une carpe pour souligner la réalisation. Même chose pour les pisciculteurs, les restaurants de poisson, certains commerces, etc. pour signaler leur activité. On en recense plus ou moins 160 aujourd'hui! C'est devenu le symbole visuel qui nous manquait!*»

⁷ L'arrondissement de Tirschenreuth appartient au district du Haut-Palatinat (Oberpfalz) qui, contrairement à ce que son nom laisse entendre, est une des sept circonscriptions de la Bavière et non du Land de Rhénanie-Palatinat.



▲ Musée du Poisson de Tirschenreuth.



▲ Les aquaculteurs utilisent les poissons en fibre de verre pour signaler leur exploitation.

Nouvel élan

Symbole identitaire, image touristique de plus en plus connue et reconnue en Allemagne (« l'autre Bavière »), l'aquaculture à Tirschenreuth s'est parallèlement développée et diversifiée. Qualité, valeur ajoutée et vente directe ont considérablement augmenté au cours de dernières années, l'Axe 4 du FEP et maintenant le FEAMP mettant en quelque sorte de l'huile dans les rouages selon le principe contenu dans l'acronyme L.E.A.D.E.R : « Liaison Entre Action de Développement de l'Économie Rurale ».

À Wiesau, depuis des lustres, la famille Bächer exploite une soixantaine d'étangs, couvrant plus ou moins 40 hectares. Pour écouler une partie de leur production de carpe, ils ont ouvert un restaurant de 52 couverts, ainsi qu'un point de vente proposant du poisson fileté, fumé, en saucisse et même en burger... Les clients viennent de 50 km à la ronde. « Traditionnellement, la région exportait ses carpes mais en mangeait peu », souligne Sophia Bächer. « C'était un plat de pauvre, grossier... Mais depuis vingt ans, cela a changé. »

C'est la grand-mère de Sophia qui a introduit dans la région le filetage de la carpe selon un procédé consistant à broyer les arêtes, au point qu'on les mange sans même le remarquer. « Cette innovation a permis de sortir de la traditionnelle carpe cuite, servie avec encore la tête et les arêtes, et que les jeunes n'aiment pas. À présent, notre carpe filetée connaît un grand succès. » Les Bächer font tout de A à Z, de l'alimentation des poissons à leur commercialisation, en passant par la reproduction car ils figurent parmi les rares pisciculteurs à produire aussi des alevins. En plus du restaurant et de la vente directe, ils vendent

des alevins et des poissons à d'autres pisciculteurs ainsi qu'à des associations de pêcheurs pour le repeuplement des plans d'eau. « C'est une entreprise très saine car elle a su se diversifier dans son cœur de métier », commente Stephanie Wenisch.

Dans le même village de Wiesau, les Stock exploitent 85 hectares, dont 40 sont consacrés à l'agriculture (céréales et bio-gaz), 5 à la sylviculture et 40 à la pisciculture. En 2011, une pierre se coince dans une machine, ce qui produit des étincelles et embrase le foin entreposé dans la grange. L'ensemble des bâtiments de ferme part en fumée, les Stock ne réussiront à sauver que leur habitation. La ferme a été reconstruite depuis, mais Wolfgang Stock, membre du conseil d'administration du GALPA, a réorienté son activité : « avant, je faisais aussi des bovins. Maintenant, je me consacre uniquement au poisson. Il représente bon an mal an la moitié de nos revenus, dont un tiers grâce à la vente directe. L'aquaculture rapporte de plus en plus. C'est l'avenir. J'ai pensé aussi à mon fils Stefan : il suit une formation de 'Fisch Meister'. Il veut reprendre et développer l'exploitation. »

Les Stock font de la carpe mais aussi de l'omble chevalier et de la truite, ce qui leur permet de vivre du poisson toute l'année. La ferme produit annuellement 35 tonnes de poisson et doit, comme plusieurs pisciculteurs professionnels depuis quelques années, en acheter un tiers de plus pour satisfaire la demande. Car, en plus de son point de vente à la ferme, Wolfgang compte une cinquantaine de restaurants clients à qui il livre les poissons vivants. Sa tournée, qui inclut Munich et Stuttgart, représente entre 1 000 et 1 200 km.

Visites guidées

À Mitterteich (« Teich » signifiant d'ailleurs étang), Thomas Beer (34 ans) et plusieurs camarades sont occupés ce jour-là à transférer des carpes de deux ans d'un étang à un autre, tout en récoltant les sandres qui s'y trouvaient. « Le sandre est un poisson beaucoup plus rémunérateur que la carpe. Il représente 60 % de mes revenus purement piscicoles, contre 30 % pour la carpe dont les volumes sont pourtant beaucoup plus importants. L'autre avantage, ajoute Thomas, c'est que les deux productions sont complémentaires : la carpe est bonne pour l'écosystème de l'étang et sans carpe, pas de sandre. »

Thomas exploite 40 hectares d'étangs. L'aquaculture constitue 70 % de ses revenus. Le reste se répartit entre l'agriculture (10 %) et l'hôtellerie-restauration (20 %). Depuis 3 ans, les Beer se sont en effet diversifiés dans le tourisme en dotant la ferme d'un restaurant et de plusieurs chambres d'hôtes. Et ces hôtes justement peuvent bénéficier pleinement du Pays des Mille Étangs, puisque la ferme se trouve au milieu de nombreux étangs et que Thomas organise depuis 20 ans des visites guidées permettant de découvrir le travail et l'environnement des pisciculteurs. « Je guide chaque année entre et 20 et 30 groupes de plus de 20 personnes », précise-t-il.





▲ Thomas Beer, aquaculteur.



▲ Mme Stock et son grill à poisson.

Ces visites guidées sont un autre plus, rendu possible par l'Axe 4 du FEP. Le programme a en effet financé en 2013 une formation de guides donnant lieu à un diplôme de 'guide d'étang certifié'. Une vingtaine de personnes – pisciculteurs, restaurateurs et environnementalistes – sont donc maintenant titulaires de ce certificat qui atteste de leur capacité à guider les touristes en les sensibilisant à l'importance de l'aquaculture traditionnelle pour la préservation du milieu naturel.

Clou de cette démarche en termes d'infrastructure : la construction en 2012, cofinancée par l'Axe 4, d'une tour d'observation (« Stairway to Heaven ») d'aspect futuriste mais parfaitement intégrée dans le paysage, qui permet aux promeneurs d'admirer d'en haut l'organisation spectaculaire du paysage du Pays des Mille Étangs.

Mais tout n'est pas rose pour autant et les pisciculteurs de Tirschenreuth sont confrontés à un nouveau défi. Depuis quelques années, ce milieu « naturalisé » des étangs accueille de nouveaux visiteurs aussi indésirables qu'inattendus : les cormorans et, plus récemment, les loutres. Ainsi, dans ce qui est pourtant l'une des régions allemandes les plus éloignées de la mer, les aquaculteurs sont confrontés à peu près aux mêmes ennemis que les pêcheurs côtiers. Thomas montre les restes d'un sandre dévoré par une loutre : « Regardez, c'était un reproducteur de 10 ans. À lui seul, il pond un million d'œufs, de quoi repeupler un étang... Les cormorans et les loutres, c'est un tiers de ma production qui s'en va ! Avec les castors, qui bouchent les points d'évacuation des étangs, c'est notre grand problème... » Pour y faire face, Thomas a commencé à expérimenter l'aquaculture intérieure : une de ses granges est désormais dédiée à l'élevage de sandres dans des cuves.

Sur la carte

Hans Klupp résume la situation : « Vendre n'est plus un problème. Maintenant, c'est la production qui rencontre des difficultés à cause des cormorans, des loutres et des castors, au point que certains petits pisciculteurs sont tentés d'abandonner l'activité. Quand on a créé l'ARGE, c'était le contraire : la commercialisation était difficile et ne passait que par des grossistes. Aujourd'hui, les Stock, les Beer et les autres professionnels doivent acheter du poisson pour pouvoir fournir leurs clients. En quelques années, la vente directe a augmenté de 100 %. Autrefois, les restaurants mépri-

saient la carpe. Aujourd'hui, ils en servent en quantité et de multiples façons. Nous avons identifié pas moins de 200 recettes ! La carpe est devenue un produit branché. »

On peut aussi ajouter qu'en finançant des opérations collectives et des outils 'immatériels' qui bénéficient aux producteurs et à l'ensemble de la population, l'Axe 4 du FEP, et maintenant le FEAMP, ont fortement contribué à mettre la carpe, l'aquaculture et le territoire 'sur la carte' à double titre : la carte des restaurants et la carte de l'Europe. ■

TIRSCHENREUTH (Allemagne)

ALLEMAGNE

Tirschenreuth

BAVIÈRE

Superficie :
1 084 km²

Population :
76 308 habitants

Densité :
70 habitants/km²

Budget GALPA	EUR			
	EU	National	Privé	Total
Total	487 500	162 500	-	650 000

CONTACT
Fischwirtschaftsgebiet Tirschenreuth
a/s **Fabian Polster**
Landratsamt Tirschenreuth
Mähringer Straße 7, D-95643 Tirschenreuth
Tél.: +49 9631 88-426
info@erlebnis-fisch.de – www.erlebnis-fisch.de

Perspective

Le soutien des GALPA à la petite pêche côtière

La petite pêche côtière (PPC) représente la grande majorité des emplois et des bateaux du secteur de la pêche en Europe. Historiquement, cette activité a toujours eu des difficultés à mobiliser les financements disponibles, y compris ceux des fonds européens pour la pêche.



▲ Le port de Castro dans la zone du GALPA Solento (Italie).

Le manque de moyens, tant en termes de temps que d'argent, le manque de connaissances nécessaires pour obtenir des financements, des difficultés avec les procédures administratives, la fragmentation de l'activité (qui ne favorise pas l'action collective), ou la faible représentation dans les organes décisionnels... : ce ne sont là que quelques-uns des facteurs qui ont empêché le secteur de la petite pêche de bénéficier pleinement des possibilités offertes par le Fonds européen de la pêche (FEP). Quand on analyse les mesures⁸ spécifiques prises pour soutenir la PPC dans le FEP, on constate que très peu d'États membres y ont eu recours (principalement la Pologne et le Portugal), pour un montant de 55 millions d'euros pour toute l'Europe⁹.

L'appui du GALPA n'est pas limité à un segment spécifique de la flotte mais l'expérience a montré que les GALPA ont très bien travaillé avec la petite pêche. En effet, cette activité est bien enracinée dans les communautés locales de pêche et se prête bien au soutien fourni par les GALPA. Avec leurs capacités de contact et leur forte implantation locale, les GALPA sont bien placés pour aider les porteurs

de projets à naviguer dans les méandres de l'administration et à concrétiser leurs idées. Ceci peut être attractif pour les petits producteurs mais la façon dont les GALPA ont pu soutenir la PPC en Europe reste mal connue. Il est donc nécessaire de conforter les preuves anecdotiques par des données concrètes.

Méthodologie

L'information collectée sur les projets des GALPA durant la période précédente ne précisant pas le segment de la flotte qui a été soutenu, une étude était nécessaire pour recueillir des informations plus détaillées¹⁰. La Cellule d'appui FARNET, en coopération avec la DG MARE, a élaboré un questionnaire pour rassembler des données quantitatives sur l'appui apporté par les GALPA à la PPC. L'enquête s'est délibérément limitée à quelques questions présentées de manière conviviale (en proposant des fourchettes plutôt que des chiffres exacts). Ceci a permis d'obtenir un taux élevé de réponse des GALPA alors même qu'ils étaient en plein lancement de leurs opérations (février 2017).

Le questionnaire a été adressé aux 312 GALPA de la période précédente ainsi qu'aux 280 GALPA déjà sélectionnés pour la période actuelle au moment de l'étude. En raison du chevauchement entre les deux groupes, l'étude comporte deux parties¹¹ :

- > Une partie commune à tous les GALPA : anciens et nouveaux,
- > Une partie spécifique réservée aux GALPA de la période 2007-2013.



⁸ Article 26 et autres du Règlement 1198/2006

⁹ La PPC pouvait bénéficier d'autres mesures du FEP mais il n'existait pas de données disponibles au moment de la rédaction de cet article.

¹⁰ Cet article résumé les résultats d'un rapport technique préparé par la Cellule d'appui FARNET. Le rapport complet est disponible en anglais via ce lien : www.farnet.eu/library/technical-reports

¹¹ Le questionnaire utilisé pour cette étude est présenté en annexe au rapport disponible sur le site de FARNET.

La partie commune se limitait à l'information sur le GALPA, avec la distinction entre ancien et nouveau. Elle incluait une question sur l'ampleur de la PPC sur leur territoire et le niveau de soutien prévu pour la période 2014-2020.

Une série de questions complémentaires étaient alors posés aux GALPA déjà actifs précédemment sur leur soutien à la PPC durant la période 2007-2013.

Au total, 141 GALPA ont répondu à la partie commune, soit un taux de réponse de 50%¹² couvrant environ 40% de l'ensemble des GALPA.

Sur ce total, 99 GALPA ont répondu à la deuxième partie de l'enquête, soit environ 30% des GALPA de la période 2007-2013. Ceci peut être considéré comme un taux élevé de réponse compte tenu du fait que la plupart de ces GALPA avaient cessé d'exister à la date de l'étude¹³.

Même si définir la petite pêche côtière est toujours un exercice difficile, il était nécessaire de s'entendre sur une définition commune pour assurer la cohérence des données recueillies à travers l'Europe. Une définition a donc été retenue, sur base de la définition du Règlement 508/2014¹⁴, adaptée à la pêche en eau douce et à la pêche à pied (ramassage de coquillages).

La PPC couvre donc :

- > la pêche côtière pratiquée par des bateaux de moins de 12 mètres n'utilisant pas d'engins remorqués (chaluts et dragues)
- > la pêche en eau douce pratiquée par des bateaux de moins de 12 mètres et n'utilisant pas d'équipement remorqué
- > la pêche à pied et le ramassage de coquillages.

Importance de la PPC sur les territoires des GALPA

On a demandé aux GALPA d'indiquer le pourcentage de pêcheurs pouvant être classifiés comme pratiquant la petite pêche dans leur zone d'intervention. Environ la moitié des répondants (70 sur 141 GALPA) ont indiqué que la majorité de leurs pêcheurs (plus de 80%) pratiquent la PPC. Ceci laisse entrevoir qu'au moins 70 GALPA, soit 20% du nombre total prévu pour la période 2014-2020, vont travailler principalement sur la PPC. Il est par ailleurs très probable qu'un nombre de GALPA encore plus grand sera également concerné. Il est toutefois difficile d'extrapoler ce résultat à l'ensemble des GALPA. En effet, le taux élevé de réponse parmi les GALPA avec PPC peut indiquer que l'échantillon n'est pas représentatif car les GALPA pratiquant la PPC sont plus motivés pour répondre à une enquête sur le sujet. Nous en avons tenu compte en décomptant les GALPA dont nous savons qu'il n'y a pas de PPC dans leur zone de pêche. Nous savons par exemple que les GALPA intérieurs en Pologne, Allemagne, Lettonie et Lituanie n'ont pas de pêche commerciale et nous avons également retiré les GALPA intérieurs de Roumanie et Bulgarie qui n'ont pas d'activités commerciales de pêche.

Décompter les GALPA sans PPC nous a laissés avec un groupe de 285 GALPA susceptibles de pratiquer la petite pêche. Les 70 GALPA mentionnés ci-dessus – où la PPC compte pour 80% ou plus de la pêche locale – représentent donc quelque 25% des GALPA concernés. Autrement dit, parmi les GALPA ayant des activités de pêche commerciale sur leur territoire, un sur quatre est situé dans une zone avec un taux élevé de PPC.

Proportion de projets PPC

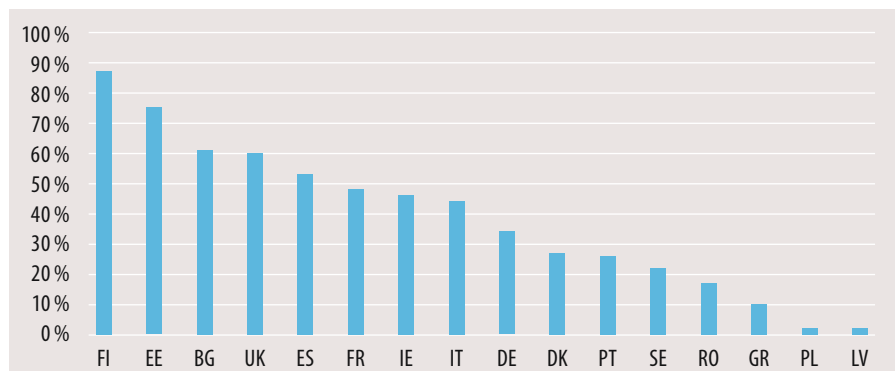
Un total d'environ 12 000 projets a été soutenu par l'Axe 4 du FEP en 2007-2013. Sur base des réponses reçues de 95 GALPA, nous estimons qu'environ 2 700 d'entre eux concernaient la PPC. « Concernaient la PPC » signifie que le projet était porté par :

- > une association de PPC ou une personne pratiquant la petite pêche côtière, ou
- > un autre type d'acteur (GALPA, municipalité, etc.) mais était destiné à favoriser la PPC (nouveau ponton, équipement de débarquement, etc.)

Ces 2 700 projets représentent environ 23% des projets soutenus par les GALPA durant la période 2007-2013¹⁵. Toutefois, comme expliqué ci-dessus, certains GALPA n'ayant pas d'activités commerciales de pêche ont pu ne pas soutenir des projets PPC. Ceci est important car les GALPA intérieurs sans activité commerciale de pêche ont mené 5 000 projets (sur les 12 000 au total), ce qui ramène à 7 000 le nombre de projets potentiellement destinés à la petite pêche. Ce qui signifie que les 2 700 projets ciblés spécifiquement PPC représentent en fait 40% des projets (2 700 sur 7 000) des GALPA ayant des activités commerciales de pêche sur leur territoire.

La part des projets ciblant la PPC varie selon les États membres (Graphique 1), représentant plus de la moitié de tous les projets dans cinq États membres : Finlande, Estonie, Bulgarie, Royaume-Uni et Espagne). Ces cinq programmes peuvent donc être considérés comme visant essentiellement la PPC. En Finlande et en Estonie, les projets PPC représentent plus de 75% de l'ensemble. Curieusement, ce sont aussi ces deux pays qui ont la composante pêche intérieure la plus importante, soutenue fortement par les GALPA.

Graphique 1 : Part des projets visant la PPC, par État membre



12 Sur les 280 GALPA existants à la date de l'étude (février 2017)

13 Aucune information n'a été reçue de Belgique, Chypre, Pays-Bas, Lituanie et Slovénie.

14 Règlement 508/2014 sur Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche

15 Remarque: aucune information n'est parvenue de Lituanie, Slovénie et Chypre. Étant donné toutefois le petit nombre de GALPA/projets dans ces pays, ces données manquantes ne peuvent que marginalement influencer les résultats et, le cas échéant, ne feraient qu'augmenter légèrement le nombre total des projets en faveur de la petite pêche côtière.



▲ Petite pêche côtière à Hastings (Royaume-Uni).



▲ Ostréiculteur de Bretagne (France).

La PPC représente 40 % des projets et 30 % du budget des GALPA situés dans des zones où se pratique la petite pêche côtière.

Budget consacré à la PPC

Il a été demandé aux GALPA de fournir une estimation de la part de leur financement public total consacrée à des projets visant la PPC durant la période 2007-2013. Environ 100 GALPA (sur 312) ont répondu, ce qui nous permet d'estimer à environ **140 millions d'euros**¹⁶ le soutien public total (FEP et cofinancement national) à la petite pêche côtière entre 2007 et 2013, soit près de 20 % des financements publics disponibles pour les GALPA durant cette période.

La part du budget consacré à la PPC s'élève à près de 30 % de la dépense publique totale si on ne compte que les zones de GALPA avec petite pêche côtière.

La proportion du budget total de l'Axe 4 visant la PPC varie considérablement d'un pays à l'autre (Figure 2). Aucun des quatre États membres ayant les plus gros budgets n'en a dépensé plus de 30 % pour des projets de petite pêche. C'est frappant dans

le cas de la Pologne qui n'a dépensé que 5 % de son budget sur la PPC alors qu'elle disposait du plus gros budget dans toute l'Europe (environ 250 millions d'euros).

En fait, il existe une corrélation légèrement négative entre la taille du budget public total dans un État membre et la part de ce budget consacré à la PPC (Graphique 2).

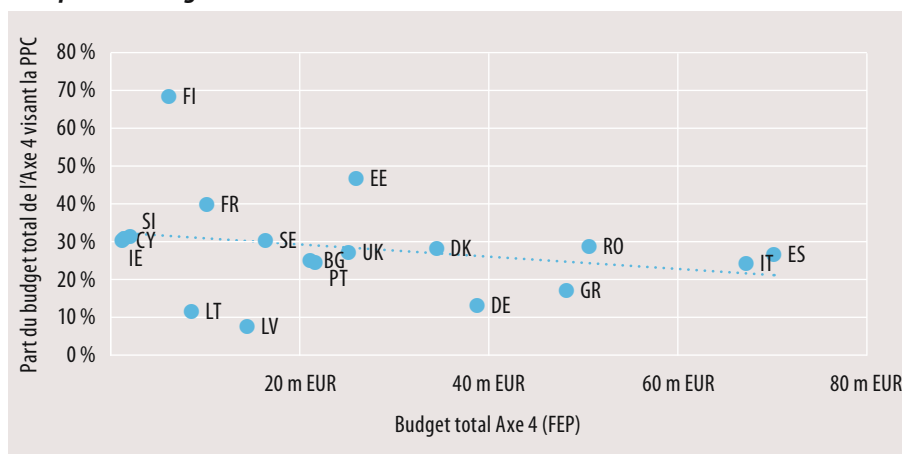
N.B. : la Pologne ne figure pas dans ce tableau car son budget total comparativement très élevé aurait rendu le graphique illisible. Mais le fait que la Pologne détient aussi le part la plus faible consacrée à la PPC renforce la tendance négative illustrée par ce graphique.

Ceci pourrait indiquer la difficulté rencontrée pour dépenser des montants élevés sur des projets visant la petite pêche côtière, en raison par exemple de la capacité limitée d'investissement des opérateurs de la PPC et/ou de la petite taille

des projets concernés. En d'autres termes, les coûts de transaction¹⁷ du soutien à la PPC sont probablement plus élevés que pour d'autres types de projets. Si c'est le cas, une stratégie et/ou des mécanismes spécifiques sont peut-être nécessaires pour cibler effectivement la petite pêche côtière.



Graphique 2 : Corrélation entre le budget total de l'Axe 4 par État membre et la part du budget consacré à la PPC



¹⁶ Pour en savoir plus sur la méthodologie utilisée, se référer au rapport technique accessible sur le site FARNET.

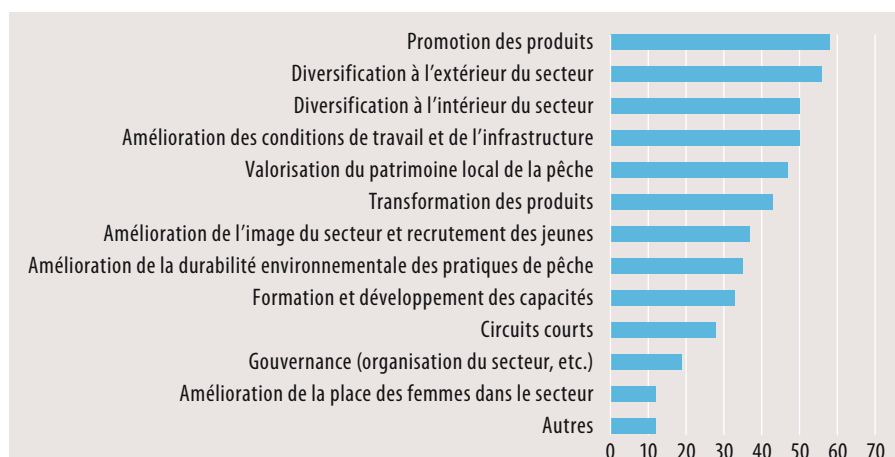
¹⁷ Les coûts de transaction se définissent comme les coûts liés à une transaction économique. Dans le cas des GALPA, il peut s'agir des coûts liés au temps et au moyens nécessaires pour soutenir un projet PPC – appui au promoteur, suivi administratif – au-delà de la subvention elle-même.

Types projets PPC soutenus par les GALPA

Le graphique 3 présente la diversité des projets liés à la petite pêche côtière. Les deux types de projets les plus populaires sont la promotion des produits de la mer et le soutien à la diversification des activités en dehors du secteur de la pêche. Les soutiens à la diversification à l'intérieur du secteur, aux petites infrastructures et à l'amélioration des conditions de travail sont également très présents. Les projets les moins fréquents sont ceux liés à la gouvernance de la PPC et l'amélioration de la situation des femmes dans ce secteur. Il serait intéressant d'approfondir les raisons des bas niveaux de soutien pour ces deux catégories de projets.

Les types de projets diffèrent également selon les pays. Alors que promotion des produits de la mer reste l'activité la plus populaire, la valorisation du patrimoine local de la pêche est également une catégorie importante, notamment en Espagne. En France, l'amélioration de la durabilité environnementale des pratiques de pêche se trouve au même niveau que la promotion des produits. En Italie, l'accent est mis sur la diversification à l'intérieur du secteur de la pêche, tandis qu'en Allemagne et en Finlande les GALPA se concentrent plus sur l'amélioration des conditions de travail et des infrastructures. Les GALPA grecs et polonais s'attachent principalement à la diversification des activités en dehors du secteur de la pêche.

Graphique 3 : Types de projets PPC soutenus par les GALPA (nombre de réponses positives par catégorie)



Autres formes de soutien

L'étude a également permis de tester une autre hypothèse à propos des GALPA : que ces partenariats locaux apportent plus qu'un simple soutien financier aux porteurs de projets. Parmi les répondants, 90 % des GALPA proposent un appui autre que financier à la PPC.

Le tableau 1 reprend les principaux types d'aide non-financière fournie par les GALPA. L'aide à l'accès à d'autres types de financement est clairement une priorité pour les coordinateurs des GALPA, peut-être motivés par le souhait de préserver leur propre budget souvent limité. L'assistance de l'équipe du GALPA est également sollicitée pour aider les acteurs de la PPC face à la difficulté des procédures administratives pour obtenir des financements publics. Créer des liens est au cœur de la démarche du DLAL et, sans surprise, le soutien à la coopération entre la PPC et les autres acteurs est également un élément important de l'aide non-financière.

Ceci confirme le statut des GALPA comme source importante d'assistance à la PPC et aux autres acteurs, au-delà du soutien purement financier. Ce rôle est souvent méconnu et peu documenté dans les évaluations quantitatives des résultats des GALPA, mais il représente un élément constitutif de la valeur ajoutée du DLAL.

À l'avenir

Les GALPA ont été interrogés également sur la part de budget qu'ils prévoyaient de consacrer à la PPC durant la période 2014-2020. À partir des données recueillies, nous estimons que le montant total des fonds publics destinés à la PPC via le DLAL devrait s'élever à environ 210 millions d'euros (à comparer aux 140 millions de la période 2007-2013). La part du budget devrait donc augmenter de 10 % pour atteindre plus de 30 % du budget DLAL pêche.

Tableau 1 : Types et fréquence du soutien non-financier fourni par les GALPA aux acteurs de la petite pêche côtière

Type de soutien non-financier	Part des GALPA de l'échantillon qui pratiquent ce type de soutien
Soutien pour obtenir des financements d'autres programmes (autres mesures du FEAMP ou autres types de subventions / instruments financiers)	75%
Stimulation de la coopération entre la PPC et les autres acteurs (économiques, scientifiques, etc.)	74%
Aide au secteur pour mieux s'organiser et se coordonner	57%
Amélioration de la représentativité de la PPC dans la prise de décision publique	49%

Ces chiffres sont à prendre avec précaution car il ne s'agit que d'une estimation et la précision n'est jamais facile. Un certain nombre de facteurs semblerait toutefois la corroborer :

- > Un accroissement du nombre de total de GALPA : 358 au lieu de 312, ce qui signifie une dépense plus élevée dans les zones de pêche et d'aquaculture.
- > Une hausse des budgets du DLAL et du nombre de GALPA dans certains États membres comme l'Espagne, l'Italie et la France, trois pays particulièrement actifs dans le soutien à la PPC en 2007-2013.
- > Une baisse du soutien aux zones intérieures sans activités commerciales de

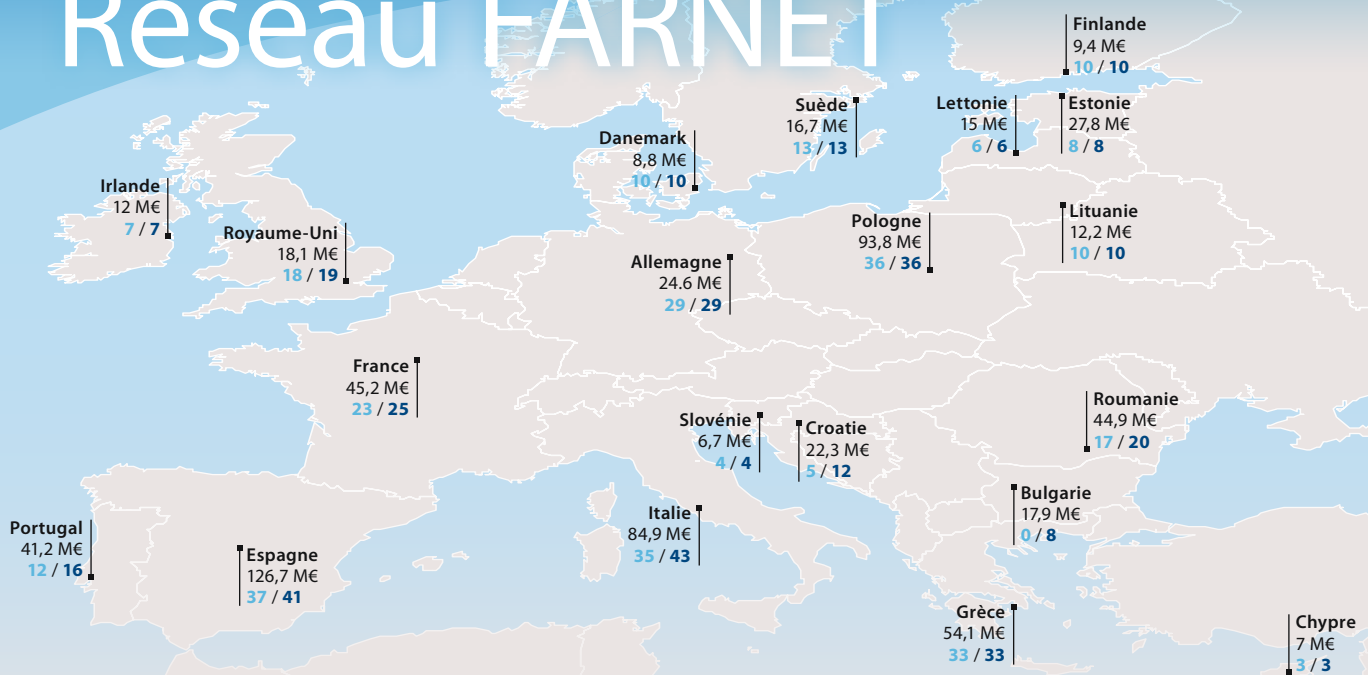
pêche dans certains États membres (Pologne, Lettonie), parallèlement à une réduction considérable (moins 160 millions d'euros) du budget DLAL en Pologne débouchant sur une concentration sur les zones côtières.

- > L'application du DLAL en Croatie, qui connaît un important secteur de petite pêche côtière, pour toute la durée de la période de programmation.

Ces facteurs pointent tous vers un accroissement vraisemblable du soutien des GALPA à la PPC. Nous verrons si et comment cela se matérialise à l'avenir.

Dans l'ensemble, l'étude confirme le rôle important joué par les GALPA dans le soutien à la petite pêche côtière. Même si leur soutien est ouvert à tous les segments du secteur de la pêche et de l'aquaculture, l'étude illustre le fait que les opérateurs de la PPC sont les partenaires naturels des GALPA. Elle sera complétée par une série d'études de cas qui nous permettront également de faire remonter l'information sur la manière dont les GALPA sont intervenus. Leurs bonnes pratiques, leurs astuces et leurs outils seront partagés dans le réseau pour aider à améliorer plus encore les relations entre les GALPA et les petits pêcheurs d'Europe. ■

Réseau FARNET



Pays | M€ : budget FEAMP/DLAL | Nombre de GALPA dont la stratégie est approuvée / Nombre de GALPA prévu (estimations de la Cellule d'appui FARNET en septembre 2017)

De nouveaux outils pour ne rien manquer de l'actualité et des derniers développements de FARNET !



myFARNET est votre espace d'échange et de collaboration ! myFARNET est la nouvelle plateforme destinée à créer une culture de communication dans la communauté FARNET. À utiliser comme un lieu d'échanges et de travail collaboratif, pour nouer des contacts, poser des questions sur le DLAL, partager des événements et des nouvelles, travailler sur des projets de coopération...

Rejoignez-nous sur www.farnet.eu/myfarnet



Les rapports des événements FARNET ne sont pas seulement présentés désormais dans un format visuellement attractif, il se concentrent maintenant exclusivement sur les enseignements tirés et les conclusions des discussions et des groupes de travail, assortis d'exemples et pistes d'action. Ces rapports sont utiles pour les participants mais aussi pour toute personne souhaitant les utiliser comme documents de référence ou comme outils de communication.

Consultez www.farnet.eu/library

Le DLAL en pratique



Découvrir la vie marine avec les pêcheurs locaux

(GALPA Barlavento do Algarve, Portugal)

Comme beaucoup d'enfants nés dans une famille de pêcheurs, André a commencé tout jeune à pêcher sur le bateau de son père, déclenchant son intérêt pour l'environnement marin. Aujourd'hui, il partage sa curiosité et sa passion avec les touristes. À voir en vidéo sur farnet.eu.



Ensemble pour la pêche aux pétoncles blancs

(GALPA Ría de Vigo – A Guarda, Espagne)

Les pêcheurs de coquillages ont fait équipe avec des scientifiques pour voir comment cultiver les pétoncles blancs, diversifier leurs méthodes de production et améliorer la durabilité de leur activité. Plus d'info sur farnet.eu



Simplifier la sélection des projets et la prise de décision

(Danemark)

L'autorité de gestion danoise a mis au point une plateforme informatique, PROMIS, pour faciliter le travail de tous les acteurs du DLAL dans leur soutien aux projets, en réduisant considérablement le temps nécessaire aux GAL/GALPA pour traiter les candidatures et fournir également une bonne vue d'ensemble des projets. Plus de détails techniques sur farnet.eu



Mobiliser la population locale

(GALPA Liepaja, Lettonie)

Pour stimuler le développement local et développer un sens d'appartenance à la collectivité de manière ludique, un concours du meilleur projet est organisé chaque année, attirant toujours de plus en plus de monde. En savoir plus sur farnet.eu.



Faire revivre le territoire grâce à un circuit du patrimoine

(GALPA Northern Ireland South East Area, UK)

Les communautés de pêche profitent d'un nouveau circuit du patrimoine (*Heritage Trail*) qui présente l'histoire de la région et propose aux visiteurs une expérience interactive grâce à des applications mobiles et des nouvelles en temps réel des pêcheurs locaux. Une source d'inspiration à découvrir sur farnet.eu.

Restez au courant

Pour recevoir gratuitement

FARNET Magazine, la lettre électronique

FARNET ou toute autre mise à jour,

faites parvenir vos coordonnées

à info@farnet.eu

Tenez-nous au courant

Les publications FARNET sont autant de

ressources pour tous ceux et celles qui

œuvrent à la construction d'un avenir

durable pour les territoires de pêche

d'Europe. Tenez-nous au courant des

activités qui pourraient intéresser d'autres

groupes et intervenants dans ce domaine.

Nous aimerions notamment connaître vos

expériences et vos idées d'échanges et de

coopération avec d'autres territoires de

pêche. Nous pouvons aussi vous aider à

partager vos réussites, événements impor-

nants, annonces, etc.

Contactez info@farnet.eu

Retrouvez-nous en ligne



Office des publications

